

La revue catholique des idées et des faits

UT SINT UNUM!

vendredi 27 juin 1924

Sommaire :

L’Affaire Matteotti, le fascisme
et la Haute Banque

Où va l’Espagne ?

Le théâtre chrétien

Joseph Reinach et Léon Tolstoï

Lettre de mon oncle curé

sur “ Les Dix-Javelles „

Norbert Wallez

Giovanni Hoyois

Henri Ghéon

Comte D. Olsonfiew

Omer Englebert

Les idées et les faits : Chronique des idées : Propos d’éducation, J. Schyrgens.
— France. — Géorgie, Comte Perovsky.

La Semaine

La semaine Herriot ! Effusions en Angleterre, visite plus discrète ici... On a l'impression d'une mise en scène toute nouvelle.

— « De quoi s'agit-il ? »

Réparations et sécurité. Pour les réparations, il y a le plan des experts, accepté par les alliés. La parole est à l'Allemagne...

Quant à la sécurité, il y a les armements secrets et surtout l'état d'esprit nationaliste et revancharde. Mac Donald et Herriot viennent de supplier l'Allemagne d'autoriser le contrôle interallié et de prouver par là qu'elle ne prépare pas une nouvelle guerre. Mais comment atteindre la mentalité revancharde ?

Si les Alliés avaient eu de véritables hommes d'État, la Victoire et la Paix eussent laissé en Europe, non pas une Allemagne unie, humiliée et qui attend son heure, mais des Allemagnes libérées.

Et toute la politique d'après-guerre, politique de tergiversations et de rivalité franco-anglaise, n'a fait

que consolider l'unité du Reich, encourager sa résistance, exaspérer une Allemagne qui se sentait forte de toute la faiblesse de ses adversaires. Au point où on en est, la méthode de la violence et des gages est-elle encore possible ? Peut-on la pousser plus loin ?

Herriot et Mac Donald semblent croire que l'heure de la fraternisation a sonné et que le règne de la Société des Nations commence enfin... Le malheur, c'est qu'avec des idéalistes humanitaires et pacifistes de leur trempe, tout est à craindre.

Ils veulent essayer à nouveau de la douceur et de la bonté. Attendons... Nous ne croyons pas qu'ils puissent compromettre grand'chose. Les nationalistes allemands — pour le malheur de l'Europe d'ailleurs ! — rappelleront sans doute bien vite au sens des réalités ceux qui à Paris et à Londres font de beaux rêves de paix.

Le vrai problème le voici : Comment réparer les fautes POLITIQUES commises à Versailles ?

Bruxelles : 81. rue de l'Abbaye.
(Tel. : 451.70 ; Compte chèque-postal : 48.916)

Herriot

CHOCOLAT

D
U
C

CHOCOLAT



DU C ANVERS

LA

GRANDE

MARQUE

BELGE

Application générale de l'électricité

A. CORMOND

LUMIÈRE - FORCE MOTRICE

LUSTREURIE - ABAT-JOUR

1, Rue de Gravelines, BRUXELLES

PARQUETERIE

DE LUXE ET ORDINAIRE

SYSTÈMES HYDROFUGES

sur Carreaux spéciaux et sur Béton

PARQUETS MASSIFS sur Gitages

Téléph. : 32194

PARQUETS TAPIS

USINE A VAPEUR

BUREAUX et ATELIERS : 9, Rue Saint-Hubert, 9
Rond Point de l'Avenue de Tervuren (Cinquantenaire)

DEPOSE

POCKET

RADIO

BREVETE

Appareil à Galène
de Poche

en vente dans les principaux
magasins de la ville

GROS :

45, Rue des Riches Claires
BRUXELLES

G. VERAART

DÉCORATION

PEINTURE DE BATIMENTS

25, PLACE VAN MEYEL ETTERBEEK
BRUXELLES

ENTREPRISE GÉNÉRALE

DE DÉCORATION INTÉRIEURE

LIBRAIRIE SAINT-LUC
MON LIELENS

R. VAN ESPEN-DUFLLOT SUCC.

26; rue de la Montagne, 26; BRUXELLES

MISSALE ROMANUM — BREVIARIUM ROMANUM

LIVRES LITURGIQUES — ASCÉTISME

Grand choix de livres de prières et de chapelets

IMAGERIE RELIGIEUSE — CACHETS DE 1^{re} COMMUNION

Typographie - Lithographie - Reliures

CARRELAGES

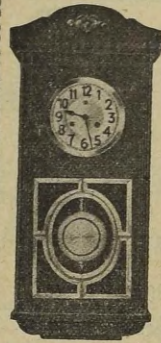
J. SWARTENBROECKX

6, Avenue de la Porte de Hal, 6

BRUXELLES

REVETEMENTS

Téléphone B 15911



Horlogerie Centrale

MAISON FONDÉE EN 1894

3, rue de Flandre, BRUXELLES



MONTRES, PENDULES EN MARBRE

: : ET CUIVRE, RÉVEILS : :

Grand choix de régulateurs

à carillon « Westminster »

Atelier spécial pour réparations.

Travail soigné et garanti.

Banque de l'Arrondissement d'Anvers

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

Longue rue Neuve, 107-109, Anvers

SUCCURSALE :

Rue Théophile Roucourt, 2, Berchem-lez-Anvers

PRINCIPALES OPÉRATIONS

LE GLOBE. A. DE STAERCKE, 3, Avenue Louise, Bruxelles

VOYAGES DE NOCES, PARTICULIERS ET POUR GROUPES. — Organisation à forfait de 1^{er} ordre

: : AUTOS ET AUTOS CARS-SALONS : :

— CARROSSERIE UNIQUE —

pour mariages — cérémonies — excursions

||| HOTELS A LOURDES. — Retenez-les en nos

bureaux aux tarifs même des hôtels par le

GLOBE TICKET HOTEL : : : :

A LA
VIERGE NOIRE

Bruzelles

Coin des rues Ste-Catherine et de la Vierge Noire

CHOIX INCOMPARABLE

DE

Vêtements pour Hommes et Enfants

COUPE IRREPROCHABLE

PRIX MODÉRÉS

Rayon spécial de Vêtements sur mesure

VÊTEMENTS DE TRAVAIL, COLLÈGES, PENSIONS,

ADMINISTRATIONS

LIVBÉES

Succursales à ANVERS, Tournai et CHARLEROI

**Grand Cremant
du Château des Cheminières**

Médailles d'Or, Grands Prix, etc. aux Expositions

*Provenant des cépages sélectionnés des meilleurs crus
de Champagne cultivés dans le vignoble des Cheminières*

Nouveau Prix-Courant

par suite de la hausse des Prix

La bouteille champenoise de 80 centilitres :
par caisse de 12 ou 25 bouteilles (au lieu de 7 fr. fr.) . fr. fr. 5,80
la demi-bouteille (au lieu de 4 fr. fr.) . fr. fr. 3,40
emballage compris.

(Demi-doux, demi-sec, Dry et Brut)

Seuls les simples droits de régie (0,14 fr. par bouteille), les frais de port, de douane, taxe de transmission belge sont à la charge du client.

S'adresser à M. Félix DOCHAIN, 245, Chaussée de Gilly,
à Couillet (Belgique);
soit à M. DOCHAIN-DEFER, Élysée Building, 56, Rue du
Faubourg St-Honoré, Paris;
ou 4, Rue d'Aguesseau, Paris.

NE PARTEZ PAS
EN VOYAGE
SANS UN
KODAK



DEMANDEZ NOTRE
CATALOGUE GRATUIT ET RENSEIGNEMENTS

KODAK LTD, 88, Rue Neuve,
à Bruxelles,
15, Place de Meir,
à Anvers.

QUI
S'HABILLE BIEN

S'HABILLE CHEZ

Franc. Vanderlinden

17, rue des Cultes, 17

:-: BRUXELLES :-:

VERITAS

Librairie Universelle Catholique



Rayons : LITTÉRATURE FLAMANDE, FRANÇAISE,
ANGLAISE, ITALIENNE, ESPAGNOLE. — SCÉTIQUE,
APOLOGÉTIQUE, PHILOSOPHIE, MORALE, THÉOLOGIE
— ARTS, SCIENCES, TECHNIQUE, SPORT, AGRICUL-
TURE. — LIVRES CLASSIQUES, CODES. — ABONNE-
MENTS POUR TOUS PAYS.

TÉLÉPHONE 4171

21, RUE DES TANNEURS, 21, ANVERS



**COMPTOIR
D'OPTIQUE**



FONDÉE
EN 1885

MAISON BLAISE

FONDÉE
EN 1885

46 RUE DE LA PAIX 46
IXELLES-BRUXELLES

JUMELLES, BAROMÈTRES, LORNETTES EN OR, ARGENT ET ÉCAILLE

INSTRUMENTS DE PRÉCISION

Outillage perfectionné pour le montage des Verres

LUNETTERIE FRANÇAISE ET AMÉRICAIN

EXÉCUTION RAPIDE ET SOignée DES ORDONNANCES DE MM LES OCULISTES

MÊME MAISON EN FACE AU 49

HORLOGERIE — BIJOUTERIE — ORFÈVRE

« **ODEOLA** »



EST UN ENSEMBLE

MERVEILLEUX

RÉUNIT LES QUALITÉS

LES PLUS PRÉCIEUSES

AUX QUELLES ONT PU

ATTEINDRE

FAIT D'APPAREILS

PNEUMATIQUES.

IL EST INCOMPARABLE

PAR SA CONSTRUCTION

ET SON RENDEMENT

ARTISTIQUE.

TÉL. : B. 86

Magasins de Vente : 14, rue d'Arenberg, 14, Bruxelles

L'Affaire Matteotti, le fascisme et la Haute Banque

L'Affaire Matteotti a pris en quelques jours des développements considérables et assez inattendus.

La victime de cet odieux attentat n'est plus, pour beaucoup, qu'un prétexte à vitupérations contre le fascisme. Ça et là s'exprime l'espoir que M. Mussolini et ses compagnons seront entraînés aux gémonies. Et à travers le chef de la Nouvelle Italie ce sont les doctrines de Rénovation et d'Ordre que l'on vise et que l'on s'efforce d'atteindre. Un Espagnol de nos amis nous écrit qu'il voit entre l'Affaire Matteotti et l'Affaire Ferrer de grandes ressemblances. Des Français évoquent en ces conjonctures l'Affaire Dreyfus.

Ne nous laissons émouvoir par aucune de ces passions, par aucun de ces cris et par aucune de ces comparaisons.

Examinons de sang-froid et avec soin l'objet de ce débat.

C'est la seule chance que nous ayons d'en bien juger.

* * *

Un observateur tant soit peu attentif a vite fait de découvrir quelques anomalies.

1^o L'agitation paraît moins vive en Italie qu'au dehors.

2^o On s'est gardé de protester aussi bruyamment quand des fascistes irréprochables furent massacrés par des sicaires de l'Internationale Socialiste, quand M. Plateau, un des héros de la guerre, fut tué à coups de revolver en haine des idées de l'*Action Française*, ou quand Mgr Seippel, l'admirable réorganisateur de l'Autriche, fut grièvement blessé.

3^o Ce sont les hommes qui ont fait le plus fréquemment et le plus violemment l'éloge des méthodes d'action directe, ce sont les théoriciens et les préparateurs du Grand Soir, ce sont les apologistes de la Révolution française, de la Révolution russe et de la Révolution hongroise qui condamnent le plus, cette fois, la rigueur et la violence.

4^o Le député Matteotti s'apprêtait à dénoncer quelques chefs fascistes qui avaient mis leur influence politique au service d'une grande banque afin de se procurer des ressources considérables. Il y avait donc, dans l'entourage de M. Mussolini, des corrompus. Cela ne suppose-t-il pas qu'il y avait, non loin de là, des corrupteurs ? Pourquoi, depuis quinze jours, a-t-on si violemment blâmé ceux-là sans rien reprocher à ceux-ci ? Pourquoi a-t-on mis tant d'empressement à renseigner avec détails le public au sujet des premiers, alors qu'on s'appliquait à cacher jusqu'au nom des seconds ? Ces procédés ne témoignent pas d'un très sincère désir de justice...

* * *

Cette grande banque à laquelle nous venons de faire allusion, c'est la *Banca Commerciale Italiana*.

Fondée en 1894 à Milan, à l'instigation de M. Schwabach, chef de la banque Bleichröder de Berlin, par la *Deutsche*

Bank, la *Dresdner Bank*, la *Disconto Gesellschaft*, la *Berliner Handelsgesellschaft* et la *Schaafhausen*, elle comportait l'année suivante un capital réparti de cette façon : 29.711 actions à des Allemands et à des Austro-Allemands ; 6.814 actions à des Italiens ; 6.814 actions à des Suisses.

Il fut facile à cette date que les affairistes du Reich formassent le conseil d'administration selon leurs intérêts. Ils n'y manquèrent point ; et leur choix se porta sur quelques Allemands, et sur quelques Juifs germanophiles (en tête desquels M. Toeplitz), très intelligents, très actifs, très habiles aux manœuvres bancaires, très résolus, a-t-on dit, de se conformer aux directives de Berlin où se trouvaient d'ailleurs leurs plus forts appuis. Pour que le public ne s'inquiétât pas, on leur adjoignit des personnalités de la Péninsule, des salonards et des politiciens d'une incompétence notoire en questions financières.

En 1898, les Allemands ne possédaient plus que 11.366 actions de la *Banca Commerciale Italiana*, alors que les Italiens en avaient 43.397.

En 1914, la situation paraissait beaucoup plus différente encore de ce qu'elle était au début. En effet, les Allemands détenaient 7.411 actions seulement, les Suisses 64.097, les Français 42.922 et les Italiens 195.544.

Mais la direction n'avait guère été modifiée : elle était, comme au premier jour, entre les mains d'hommes dont les intérêts étaient communs avec ceux des grandes banques du Reich. Elle était un moyen formidable d'emprise de l'Étranger sur la Péninsule entière, ses industries, son commerce, son agriculture, sa marine, son parlement, ses écoles, ses journaux, son Etat, son esprit, ses ressources présentes et ses chances d'avenir. Et cette conquête de l'Italie se faisait par des capitaux mêmes de l'Italie.

La *Banca Commerciale Italiana* commandait aux principaux dirigeants du Parti Socialiste dans la Péninsule. Parmi les libéraux elle pouvait compter sur l'absolu concours de M. Giolitti. Elle avait aussi beaucoup d'influence sur plusieurs des chefs du Parti Populaire.

Au début de la guerre, elle fut, de la part de patriotes éminents, l'objet de réquisitions sévères.

Ceux qui voudraient connaître avec quelque détail les éléments de cette discussion devraient lire les deux ouvrages de G. Preziosi : *La Germania alla conquista dell' Italia*, et *La Banca Commerciale e la penetrazione tedesca in Francia e in Inghilterra* ; le livre de Ezio Gray : *L'invasione tedesca in Italia* ; les études de G. R. Lévy, dans la *Revue des Deux Mondes* du 15 juillet 1915, sur les problèmes économiques de l'Italie ; l'article de M. Uebelhör, dans *Die Weltwirtschaft* du 1^{er} janvier 1916 ; ceux du professeur N. Trevisonno sur *Il metodo tedesco per la conquista dei mercati esteri. I. L'azione della*

Banca Commerciale e degli altri Istituti di Credito in Italia. II. *La Banca Commerciale e le industrie che controlla.* III. *Le industrie non controllate della Commerciale.* *La Banca Commerciale e la Banca d'Italia*, dans la *Vita Italiana* du 15 juin, du 15 juillet et du 15 août 1916 ; les nombreux articles du sénateur M. Pantaleoni et de G. Preziosi dans la même revue, notamment l'article de ce dernier, en date du 15 octobre 1917, intitulé : *Senatori, Deputati e Ministri nel sistema della catena bancaria industriale* (1) ; le livre de F. Bisleri : *Senatori e deputati nelle società anonime* ; les articles de la *Rivista di Milano* en mars, avril, mai, juin, août, septembre, octobre, décembre 1922, et en janvier 1923 ; etc., etc.

* * *

Nous ne pouvons évidemment pas reproduire ici ne fût-ce que les principales pièces de ce dossier. Nous pouvons encore moins entreprendre de les contrôler et de les critiquer. Plusieurs centaines de pages nous seraient nécessaires pour cela.

Qu'on nous permette de signaler seulement les accusations les plus impressionnantes.

La *Banca Commerciale Italiana* était incriminée d'avoir, depuis sa fondation, prélevé sur l'Italie des tributs très onéreux par le trust des matières premières.

On lui reprochait de s'être assuré la domination absolue de la plupart des firmes italiennes de la sidérurgie, de la mécanique, de l'électricité, des chantiers de constructions navales, et cela par une mise de fonds dérisoire. Les actions de beaucoup de sociétés anonymes de la Péninsule étant possédées par un très grand nombre de personnes, il est relativement facile d'acquiescer la majorité aux assemblées générales en se servant avec habileté de reports et de délégations. La *Banca Commerciale Italiana*, par le paiement d'un petit intérêt, obtenait que les titres fussent déposés dans ses coffres et qu'on lui laissât le soin d'agir au nom de leurs déposants. A cette méthode s'ajoutait celle de la *catena* : une société puissante sous le contrôle de la *Banca Commerciale Italiana* prenait des participations dans des sociétés moindres et les dominait ; ces sociétés moindres, à leur tour, intervenaient dans des sociétés plus faibles qu'elles-mêmes. Ainsi, anneau par anneau, maille par maille, une chaîne se forgeait, très longue et très forte, asservissant à M. Toeplitz et C^{ie} des hommes par dizaines de milliers et des capitaux par centaines de millions.

Dans les publications dont nous venons de donner les titres, les patriotes d'Italie se plaignaient en outre que la *Banca Commerciale Italiana* intensifiât, de toutes les manières possibles, la vente dans la Péninsule des produits allemands avec ces deux résultats : 1^o d'exclure de ce marché les produits des autres pays et d'assurer à l'Allemagne, aux dépens de l'Italie, une sorte de monopole ; 2^o de contrarier le développement de l'industrie italienne et du commerce italien.

Ces agissements étaient d'autant plus faciles que la *Banca Commerciale Italiana* était devenue maîtresse de presque toutes les compagnies italiennes de navigation. Elle leur imposait de laisser aux affairistes du Reich telle ou telle région, notamment les pays d'Asie-Mineure et d'Extrême-Orient.

Par un service remarquablement organisé de renseignements confidentiels, la *Banca Commerciale Italiana* connaissait la situation de ses principaux concurrents ; elle jetait la sus-

picion sur quiconque prétendait lutter contre elle ; elle les contraignait à subir son joug.

Le juif Toeplitz et ses associés étaient ainsi les maîtres de l'activité financière, industrielle et commerciale de la Péninsule.

Ils ne bornaient pas à ce vaste domaine leur pouvoir.

Ils possédaient en toute propriété certains journaux. Ils en tenaient d'autres par de grosses subventions. M. M. Pantaleoni a raconté à ce sujet cette très suggestive histoire. L'*Avanti*, l'organe pacifiste, germanophile et giolittien des socialistes d'Italie, recevait régulièrement des subides de la *Banca Commerciale Italiana* par l'entremise de M. della Torre ; ce sénateur influent et qui passait pour conservateur soutenait en même temps le *Secolo* qui était alors francophile, maçonnique et antigiolittien. Et on a appris ces jours-ci, par les perquisitions dont l'Affaire Matteotti fut la cause, que la *Banca Commerciale Italiana* fournissait des sommes très considérables à deux journaux très lus dans les milieux fascistes : le *Corriere Italiano* et le *Nuovo Paese*.

Maîtres d'une grande partie de la presse, M. Toeplitz et C^{ie} étaient aisément maîtres des scrutins, et, par là, du Parlement.

Leur emprise était inquiétante en politique intérieure.

Elle l'était peut-être davantage en ce qui concernait les rapports de l'Italie avec les autres nations.

Une banque très puissante, a-t-on dit, est un instrument excellent pour qu'un pays agisse au dehors. Mais le Cabinet de Rome, loin de pouvoir utiliser un tel instrument, dépendait de lui et il était utilisé par lui.

La *Banca Commerciale Italiana* contrôlait la plupart des arsenaux ; elle pouvait donc décider de l'armement du pays. Détail à noter, elle communiquait régulièrement les inventions militaires à des sociétés allemandes et à des sociétés anglaises auxquelles elle était intéressée. On trouvera dans le livre de G. Preziosi : *La Germania alla conquista dell' Italia* des affirmations sensationnelles à ce propos. « Ce système, écrit cet auteur qui a la réputation de connaître d'une façon tout à fait approfondie cette sorte de problèmes, ce système avait pour but de ralentir le plus possible les préparatifs guerriers des peuples qu'on considérait soit comme des ennemis probables, soit comme propres à être conquis économiquement. L'Allemagne fournissait ainsi aux étrangers du matériel inférieur en qualité, en type, en puissance d'action à celui que recevaient ses propres soldats. De plus, elle n'observait jamais toutes les conditions des contrats, et elle différait les livraisons autant qu'il était possible. Jamais l'Italie n'eut un navire prêt à temps ni un canon qui satisfît aux exigences de l'État-Major » (1).

A maintes reprises la diplomatie italienne se servit de la *Banca Commerciale Italiana* aux dépens des intérêts vitaux de la nation.

Avant le 4 août 1914 déjà, la conviction était faite chez plusieurs des bons citoyens de la Péninsule que, par M. Toeplitz et sa troupe, l'Italie n'était plus qu'une « passerelle allemande jetée au travers de la Méditerranée » et qu'elle serait bientôt « la base de l'activité allemande dans le Nord de l'Afrique et le Proche Orient » (2).

(1) Les Belges qui ont de la mémoire ne manqueront sans doute pas de rapprocher ce fait des avatars de nos commandes d'artillerie aux usines Krupp.

(2) C'est probablement la raison pour laquelle les Anglais s'inquièrent à maintes reprises de l'activité et de la puissance de la *Banca Commerciale Italiana*.

(1) Dans cet article l'auteur nommait avec les précisions désirables trente-huit sénateurs d'Italie plus ou moins *incatenati* à la Haute Banque. Et il ajoutait que cette liste n'était pas complète.

Le monde, disait-on, est partagé en zones d'influence, en différentes « chasses gardées ». Il y a des accords franco-allemands dont plusieurs ont été conclus avec l'approbation de M. Caillaux ou sur ses conseils. L'Italie est réservée à la Haute Finance d'Allemagne. La France a obtenu toutes libertés en pays transocéaniques. Le *Dumping* est l'arme par laquelle, le cas échéant, on imposera l'observation du pacte.

A l'appui de ces assertions on citait souvent l'aventure de la *Banca Sconto e Sele* de Turin.

Cette banque s'était transformée en une société franco-italienne.

Elle fut déclarée infidèle aux conventions qui liaient les affairistes de France et ceux d'Allemagne.

Elle fut féroce ment boycottée. Elle dut demander grâce.

* * *

Attaquée pendant les hostilités avec cette précision et cette énergie, la *Banca Commerciale Italiana* se décida à des mesures habiles de repli.

Elle annonça que ses conseillers étrangers appartenant aux nations belligérantes, MM. Kaempf, von Schwabach, Urbig, Wallich, Winterfeldt, von Steiger, Klein, Marcus, Spitzmuller, Stern, etc., démissionneraient. Mais elle conservait soigneusement à sa tête trois judéo-boches : MM. Joël, Toeplitz et Weil, tous trois techniciens redoutables, tous trois de taille à garder la direction absolue de l'affaire.

Mais le public se tranquillisa. Peu de temps après, la fille de M. Toeplitz épousait le fils du Général Porro, chef de l'État-Major des armées d'Italie.

La victoire se décida sur les fronts alliés. Et les gouvernements se préoccupèrent de choisir des négociateurs.

Les délégués du Cabinet de Rome dans les conseils techniques de la Conférence de Versailles étaient tous, assure-t-on, des agents de la *Banca Commerciale Italiana*. On lira utilement à leur sujet le livre de L. Magrone : *La malavita politico-bancaria contro lo stato fascista* (Rome, 1923).

Déçu, aigri par la mauvaise paix, le peuple italien se détendit et se décomposa.

La *Banca Commerciale Italiana* mit à profit le désarroi et le désordre pour acheter à vil prix des usines bien outillées. Elle fit crouler la *Banca Italiana di Sconto*, en partie avec le concours de parlementaires et de ministres.

Sur la nation chancelante elle fut, pensa-t-elle, sûre de dominer désormais et de tout exploiter à son gré.

* * *

A la tête des milices fascistes Benito Mussolini marcha sur Rome, prit le pouvoir, et commença de réformer l'État.

« L'État que j'instaure, s'empressa-t-il de proclamer, l'État fasciste est absolu. Les gouvernements qui m'ont précédé allaient au-devant des banquiers, au-devant du Grand-Maître de la Franc-Maçonnerie, au-devant du chef plus ou moins occulte du Parti Populaire. Et il suffisait que l'un ou l'autre de ces Messieurs frappât à la porte ou à l'antichambre de ces gouvernements, pour que ces gouvernements fussent pris d'une soudaine paralysie. Le gouvernement fasciste ne connaît pas d'autre gouvernement que le sien. Ma stratégie politique est intransigeante, elle est absolue... « Je réclame les pleins pouvoirs, parce que je veux assumer la responsabilité tout entière... « S'il y a des partis qui veulent collaborer loyalement avec moi, je ne les repousserai pas, mais s'il s'agit de collaborateurs qui prennent des airs d'enquêteurs ou d'héritiers

de mon pouvoir ; s'il s'agit d'hommes qui font le guet afin de profiter ensuite de mes erreurs éventuelles, je n'en veux pas... « Je veux conserver le gouvernement et je veux gouverner. Ne croyez pas que ce soit là une chose banale. Gouverner est une charge terrible. Gouverner signifie être accablé de besogne, de la première à la dernière heure du jour. Gouverner signifie sentir battre, en son propre cœur, le cœur de tout le peuple ».

* * *

On crut un moment que M. Toeplitz et les principaux chefs de la *Banca Commerciale Italiana* passeraient en Haute Cour.

Ils se tinrent cois, ne manifestant rien de leurs idées, de leurs sentiments, de leurs projets.

Puis, quatorze mois après la Marche sur Rome, ils réussirent un emprunt du Cabinet de Varsovie sur le marché italien qui donnait à l'Italie en Pologne certains avantages économiques et politiques.

A cette occasion M. Toeplitz fut reçu par M. Mussolini.

Quelques jours après, M. C. Castiglioni recevait une décoration très honorifique.

On crut que le chef du fascisme s'abandonnait.

Ne faisait-il que des gestes d'après lui sans importance ? Escomptait-il une véritable collaboration avec ces gens-là ? Fut-il circonvenu par certains de ces lieutenants, par C. Rossi ou par A. Finzi ? Il est évidemment très difficile de le savoir.

Quoi qu'il en soit, la *Banca Commerciale Italiana* repré sentait place au sommet de la nation, elle obtenait le concours de compagnons de lutte du Duce, elle les achetait, elle espérait sans doute soumettre bientôt la Nouvelle Italie comme elle avait soumis naguère l'Italie des politicards.

Ce fut alors qu'éclata le scandale, que le député socialiste Matteotti menaça de tout divulguer, qu'on s'empara de lui et que, très vraisemblablement, on l'assomma.

La *Banca Commerciale Italiana* pouvait gagner la partie par ces divulgations comme elle aurait pu la gagner par le silence.

Un effort international fut aussitôt tenté pour discréditer M. Mussolini et son œuvre, et pour le contraindre à se démettre de ses fonctions.

Il est assez vain de rechercher qui organisa cette campagne. Notons seulement qu'une des premières consignes des scribes commis à cette besogne fut d'exiger le retour au pouvoir de M. Giolitti et du Juif Schanzer, tous deux auxiliaires fidèles, tous deux agents sûrs de M. Toeplitz et C^e. En revendiquant les droits de la démocratie on préparait de nouveau les voies à une ploutocratie de nature très déplaisante.

M. Mussolini a vite aperçu le danger de cette manœuvre.

Il a révoqué les suspects, quels que fussent leurs services rendus au fascisme. Il a exigé de la police et des magistrats une vigilance extrême. Il s'est hautement réjoui que l'on eût incarcéré des coupables. Il a commencé de réorganiser son état-major. Il a mis au Ministère de l'Intérieur M. Federzoni, à la droite de qui tous les Italiens rendent hommage. Il examine, avec le vif désir d'aboutir, les moyens de réussir ce qu'il appelle la normalisation de l'autorité fasciste. Il déclarait mardi au Sénat : « Mon gouvernement restera en place. Il n'est pas exclu que je puisse modifier sa composition, mais il poursuivra son action. La dissolution de la Chambre et de nouvelles élections déchaîneraient une crise terrible. Le fascisme n'est pas abattu par la rafale ; il est seulement frappé. Il faut éviter l'irréparable. L'objectif de ma politique est immuable. Il consiste à arriver à une situation normale, à disperser les résidus de l'illégalité et à réaliser la concorde. »

Ainsi, selon toutes probabilités, le Duce va grandir encore dans l'opinion de l'Italie et dans celle des élites occidentales. Les démagogues de tout acabit comme les dirigeants de la *Banca Commerciale Italiana* ont, une fois de plus, sous-estimé les chances de clairvoyance, de vigueur, de santé, de prestige et de victoire de l'Ordre Latin.

NORBERT WALLEZ,
Professeur à l'École Supérieure
Commerciale et Consulaire de Mons.



Où va l'Espagne ? (1)

II Ce qu'on pense, là-bas,

d'aujourd'hui et de demain

M. Ossorio y Gallardo, brillant avocat du barreau de Madrid, est une personnalité dominante du groupe de catholiques qui, depuis quelque temps, s'efforcent de ménager en Espagne une trouée aux idées de la démocratie chrétienne. Son passé le qualifie pour les grands rôles. Il était gouverneur civil de Barcelone en 1909, durant la fameuse « semaine rouge ». Député de Caspe pendant vingt ans, ancien ministre sous Maura, son habileté politique et sa valeur intellectuelle ne font de doute pour personne.

Nous étions quelques amis à l'interroger, dans son étroit cabinet de travail. Adossé à la fenêtre, sa forte stature barrait le jour aveuglant qui provenait d'une cour de verdure. Et, tandis qu'il parlait, s'affirmait davantage, en cet homme, un contraste entre une nature vibrante, passionnée peut-être et ce besoin de la ligne nette, du terme exact qui marque le juriste.

Ne parlons pas à M. Ossorio du régime militaire. Il en fut toujours l'adversaire. Mais comment ce régime finira-t-il ?

— Ne connaissez-vous pas le passé ? répond une voix désabusée. La politique se détruit elle-même. Un parti succombe toujours d'avoir trop vécu ; il s'épuise, et la discorde le rompt. L'opposition au Directoire ? C'est de l'armée même qu'elle viendra.

Trait d'observation franchement espagnol : l'Espagne n'a connu que des partis personnels, œuvre et chose d'un homme, étiquetés du nom de ce même homme. Les grands partis d'idées, ceux-là seuls qui se perpétuent, lui ont toujours manqué.

— Mais d'où attendez-vous la régénération du pays, des lois ou des mœurs ? insistons-nous.

— Je tiens aux situations juridiques, dit M. Ossorio et c'est pourquoi tout arbitraire me répugne. Mais ce n'est pas, croyez-le, que je sois féru de légalité. Non, les Constitutions ne sont pas la garantie suprême des États. Ce qui relève ou déprime les nations, c'est avant tout leur esprit public. Ceux qui façonnent l'esprit public, voilà les maîtres de demain. *El Debate* est plus puissant qu'une Constitution. C'est d'éducation politique que le pays a le plus besoin.

Et M. Ossorio nous jette un regard navré.

— Mais le régionalisme ? Accroîtra-t-il la vie nationale,

Est-ce un stimulant d'activité ou un ferment de dissolution ?

— Le régionalisme ? J'en suis partisan convaincu. C'est moi qui ai ouvert les écluses au régionalisme catalan. Le régionalisme procurera à l'Espagne des forces vives, une activité riche et spontanée. Il faut qu'on le favorise.

En somme, M. Ossorio croit au redressement du pays par la base. Des couches profondes du peuple, la santé politique doit gagner les sommets. Qu'est-il besoin pour cela de réformer la Constitution ? Faisons en sorte que le pouvoir législatif soit une fidèle émanation du peuple. La représentation proportionnelle y aidera. Et rajeunissons ce Sénat archaïque, qui compte trop de membres de droit propre et de membres à vie, en y introduisant les délégués des professions.

— Je tiens donc toujours au régime parlementaire, dit avec force M. Ossorio ; mais je réprovoie le parlementarisme espagnol, ponctue-t-il avec non moins de vigueur.

En s'exprimant de la sorte, M. Ossorio était fidèle aux principes primitifs du parti social populaire. Dans son Congrès de fondation, en décembre 1922, le parti déclarait tenir le Parlement d'alors pour un obstacle à l'expansion de la vie nationale ; et néanmoins M. Ossorio lui-même marquait sa volonté de réaliser l'action du parti d'abord à travers le Parlement, quitte, « si le Parlement ne s'éveille pas, à travailler au large. Il n'est pas vrai, affirmait-il, que la démocratie ne soit pas efficace. Quand l'instrument employé par la démocratie ne rend pas, il faut le remplacer ».

Le remplacer, certes, mais non par la dictature, qui comprime les forces spontanées. Aussi M. Ossorio ne peut-il croire à la sincérité des prochaines élections municipales sous pareil régime. Il ne condamne pas moins fortement les partis artificiels tels que ces *Unions Patriotiques* auxquelles travaille le Directoire, comme s'il était possible qu'un parti se formât « de haut en bas ».

* * *

— Mais le parti social populaire, que d'espoirs n'a-t-il fait naître ?

— Hélas ! réplique M. Ossorio non sans quelque impatience, ce parti est mort. Ne m'interrogez plus à son sujet. Tournez-vous plutôt vers M. Gil Robles.

Et M. Ossorio désigne de la main le jeune professeur de droit public qui nous a introduits chez lui. C'est vrai, le parti social populaire est dissous. Il avait un programme de méthodes et un programme de réformes. La méthode, c'était celle à laquelle M. Ossorio tient avec opiniâtreté : le relèvement des consciences par les libres voies de la démocratie. Les réformes, c'étaient celles, précisément, auxquelles le Directoire s'est attelé : autonomie municipale, regroupement provincial, incompatibilité des fonctions publiques et des charges professionnelles, etc. Qu'eût pu obtenir le parti, en se cramponnant à sa méthode ? De vivre ? Cela même est-il bien sûr ? Parti d'idées et non de personnes, noyau d'intellectuels, publicistes et professeurs, le parti social populaire se posait un programme trop complexe et tenait une trop vaste doctrine pour entraîner les masses. Il n'était formé que d'un groupe d'élite, et c'est cette élite qui avait la hardiesse de cheminer par les voies électorales.

Le Directoire survenu, il parut aux hommes du parti populaire qu'ils réaliseraient peut-être en quelques mois, grâce à lui, ce qu'ils auraient attendu vingt ans des caprices du scrutin : l'assainissement politique de la nation. Ils se rallièrent donc autour du Directoire, avec les exceptions, avec les nuances que comportaient leurs tempéraments et leurs

(1) Voir la *Revue catholique des idées et des faits*, du 20 juin 1924.

origines politiques. M. Ossorio se confine dans une résistance passive. M. Victor Pradera, ancien carliste et partisan d'un renforcement d'autorité, accorde aux généraux son appui conditionnel. D'autres « sociaux » collaborent intimement à la confection des décrets-lois. *El Debate* (1), sous la direction de M. Angel Herrera, diffuse parmi les masses catholiques une sympathie raisonnée pour le nouvel état de choses, tout en se réservant une liberté de jugement dont la censure lui fait parfois sentir le prix. Mais nul de ces hommes ne renonce à la pensée sociale chrétienne, dont ils entrevoient l'avènement au bout des avenues dont le Directoire, à coups de hache, s'est mis à déblayer les entrées.

* * *

C'est un hommage de respect que nous sommes allés rendre à M. Severino Aznar, professeur de sociologie à l'Université centrale de Madrid. M. Aznar est un de ces précurseurs qui, à travers la méconnaissance et le désaveu, ont introduit en Espagne les idées sociales chrétiennes. C'est du groupe d'études et d'action morale fondé par lui et quelques autres qu'est issu un jour le parti social populaire, désireux de procéder librement à l'action politique. M. Aznar se tient, lui, sur le terrain de l'enseignement et des œuvres.

Tandis que le soleil du jour tombant fait rougeoier tout Madrid, M. Aznar nous reçoit dans sa modeste bibliothèque, en haut d'un vaste immeuble de l'Alberto Aguilera, qui confine aux quartiers populaires. Dès l'entrée, une photo nous retient : une robe blanche dans un groupe noir. Pas d'erreur ! c'est le P. Rutten avec l'Union de Malines : le cardinal Mercier, Mgr Deploige, M. Defourmy. Au spirituel, le contact avec la Belgique est peut-être ici plus intime encore. Le groupe de la démocratie chrétienne qui, inspiré de sentiments religieux très profonds, tient pour charte l'encyclique « *Rerum Novarum* », aime en effet à en chercher l'interprétation dans Mgr Pottier. Ces hommes entendent, d'ailleurs, procéder avec sagesse : « Réalistes..., possibilistes..., évolutionnistes... », voilà les caractères qu'ils viennent de s'attribuer dans le manifeste qu'annonce leur organe hebdomadaire *Renovacion Social*.

Mais ce qui frappe le plus chez eux, c'est leur préoccupation angoissée de voir s'accomplir l'éducation de la conscience publique. Cela surtout importe, répètent-ils, car « les institutions ne s'appuient pas sur la force, mais sur l'opinion... Leur conservation, leur évolution dépendent en premier lieu des sympathies qu'elles éveillent, des services qu'elles rendent, de ce qu'en voient et en ressentent les citoyens... » Au surplus, « nous constatons en Espagne, ditent-ils, un recul social, une réaction très générale contre les nobles impulsions de justice et de miséricorde qui péniblement se frayaient voie parmi nous... Nous lutterons contre cette réaction. » Telles sont les tendances du groupe.

— Ainsi, demandons-nous à M. Aznar, vous êtes donc adversaire de la dictature ?

— C'est trop dire, répond-il finement. Nous ne sommes pas opposés à priori à toute dictature. La qualité de ce régime dépend de la personne qui l'emploie. Mais nous disons qu'aux réformes salutaires doit absolument correspondre un esprit public approprié.

Paroles significatives, qui font de nouveau ce départ en politique entre la méthode et le but, entre la forme et le fond, qui détermina l'évolution du parti social populaire.

Ce n'est pas sans émoi que l'on passe en présence de M. Maura, de qui l'Espagne a tant espéré et dont le nom, depuis l'affaire Ferrer, a pris à l'étranger je ne sais quelle bizarre senteur. Que de vociférations à son sujet ! Maura, fils de l'Inquisition ; Maura, réactionnaire buté ; Maura, clérical type !

On sourit à ces souvenirs, devant le grand vieillard élançé, à courte barbe blanche, qui vous accueille d'un geste large et d'un œil triste. M. Maura a vraiment l'apparence seigneuriale, mais c'est d'un seigneur affable à l'extrême, et presque doux. Ne lui avons-nous pas entendu reprocher, en Espagne, de manquer de caractère, de n'avoir pas dépouillé tout à fait le libéralisme de sa jeunesse et de refuser la dictature, aux heures graves, par scrupule constitutionnel ? Est-ce là cette réincarnation du duc d'Albe ?

M. Maura est visiblement convaincu que son pays traverse une crise constitutionnelle aiguë. Une époque s'est close.

— Les partis ! s'exclame-t-il avec un sourire amer. Ils sont finis. Ils se sont usés d'eux-mêmes. Dans tous les partis, la politique était accaparée par les professionnels.

— Vous pensez donc que le Directoire a une tâche importante à remplir ?

— Oui, mais à la condition qu'il ne soit qu'un gouvernement provisoire. S'il s'établissait en régime, ce serait effroyable. Quoi ! c'est l'armée surtout qui doit se réformer. Comment pourrait-elle le faire elle-même ?

— Si les partis ni l'armée n'assurent l'avenir, demandons-nous de plus en plus inquiets, que faudra-t-il donc pour que vienne une politique normale ?

— Avant tout, assure M. Maura avec tant d'autres, il nous faut une rééducation profonde de la conscience nationale. Voyez l'Italie (les élections fascistes venaient d'avoir lieu) : l'esprit public y est bien plus éveillé, bien plus avancé que chez nous. N'isolez du reste pas le cas de l'Espagne : l'Europe entière est en fermentation, l'Europe entière tâtonne... Dans cette situation, les peuples ont besoin surtout d'éducateurs. Et M. Maura rend hommage aux catholiques sociaux, avec le regret qu'ils soient demeurés trop au-dessus du peuple.

Quant à l'avenir prochain, c'est apparemment pour M. Maura, comme pour tout le monde en Espagne, un formidable inconnu. Ses préférences ? Elles vont, en particulier, au régionalisme, ce « principe sain » qu'on a trop méconnu. Elles se refusent, par contre, à la représentation politique des professions, sauf en des conseils consultatifs. M. Maura trouve pour repousser cette réforme une formule très générale mais riche de sens : « Le gouvernement, c'est la justice ».

Quant à la confection de cet avenir, M. Maura paraît abandonner l'espoir d'y participer. Il parle de la tâche qui attend « nos petits-fils » sur un ton qui voudrait le classer parmi les aïeux. Il existe à Madrid des groupements de « jeunes mauristes ». Est-ce d'eux que M. Maura escompte la venue de son héritier politique ? Pour lui, il se considère déjà comme un élément du passé.

M. Maura n'a pas levé le rideau, l'opaque rideau qui cache les voies de l'Espagne. Il ne le levera sans doute jamais.

* * *

On nous avait prévenus : de tous les hommes politiques espagnols, M. de Romanones est sans doute le plus rusé. Aussi nous attendions-nous, en pénétrant dans son hôtel du Paseo de la Castellana, à ce que le chef libéral nous bernât proprement.

En attendant qu'il parût, nous lisions, dans une antichambre, affichés au mur, les diplômes universitaires conquis par

(1) Le troisième des journaux d'Espagne pour le tirage.

M. Alvaro Figueroa. On nous fit passer dans un vaste salon, gorgé d'objets d'orfèvrerie et d'œuvres de grand art : cela, c'était bien le cadre naturel à un comte de Romanones. Mais qu'allait être l'animateur de ce complexe séjour ? C'est alors que vint à nous un homme court et corpulent, en col mou et vêtements flottants ; ce personnage, au physique, ne dépassait certainement pas Alvaro Figueroa... Mais méfiez-vous : au milieu de cette large face charnue, voyez ces deux cavités minuscules, et au fond de ces cavités, ces petits yeux qui dardent et ont l'air de vous forer le cerveau. Cela, c'est sûrement un élément du comte de Romanones, dont le surplus est resté au vestiaire.

On s'aperçoit tout de suite que le Directoire militaire irrite les sentiments libéraux de M. de Romanones. — Dans tout pays civilisé, commence-t-il par nous dire, n'est-ce pas aux hommes politiques qu'il revient de faire la politique ? Voyez donc l'Italie, ajoutez notre hôte avec un empressement qui d'abord nous étonne : M. Mussolini interdit à l'armée toute intervention politique.

M. de Romanones venait de se renseigner à la source. Quelques jours auparavant, il s'était entretenu avec le Duce et son séjour en Italie lui avait laissé l'impression que le peuple, là-bas, vivait satisfait de son dictateur.

Aussi ne peut-il fermer les yeux sur le marasme espagnol. Sans approuver la formule que traduit le Directoire, il comprend son intervention.

— Nos gouvernements, avoue-t-il, ont commis de grandes fautes. Ils furent trop faibles. Alors qu'il fallait être fermes, ils se sont laissés effrayer par les syndicalistes. Nous manquions d'autorité.

Est-ce une pointe à l'adresse de M. Garcia de Prieto, collègue et ami ? Est-ce une confession personnelle ? On nous avait représenté, en effet, M. de Romanones, avec toute son intelligence, comme un homme apeuré, qui toujours aurait trop escompté de son habileté, à défaut d'énergie. Mais nous nous rappelions aussi une réflexion de cet homme d'État dans son livre sur *L'Armée et la Politique*. Répondant à l'objection attendue : pourquoi, quand vous étiez au pouvoir, n'avez-vous pas corrigé ces défauts dans l'armée ? « Hélas ! écrivait-il, ceux qui diraient cela ne savent pas ce que c'est que de gouverner en Espagne. » Quoi qu'il en fût, si ses paroles ne stigmatisaient personne, elles condamnaient une époque.

Puisque M. de Romanones se montrait presque expansif, le désir nous démangeait d'autant plus de connaître, après ses regrets, ses prévisions.

— Vous ne croyez donc plus aux partis ? fit l'un de nous.

— Les partis ? (Voici que le comte de Romanones se renverse de tout son long dans le fauteuil en éclatant de rire). Que va-t-il sortir de là ? — Les partis ? répond-il, enfin calme — mais si, mais si, j'y crois. Les partis reviendront toujours, vous verrez, et ce sera demain comme hier.

Ceci nous ramène, comme nous l'avions prévu, à la ligne libérale.

— Mais les partis ne sont pas la vaine chose que pense le Directoire. A-t-on jamais vu, n'est-ce pas, un parti pousser de haut en bas ?

Notre hôte fait le geste, le même que M. Ossorio, tout à l'heure, pour montrer l'absurdité des « officielles » Unions Patriotiques.

— Non, insiste M. de Romanones, dont la langue est maintenant tout à fait déliée, le parlementarisme n'est pas mort. C'est encore à lui qu'appartient l'avenir. Mais — que

d'importance avait ce « mais » sur les lèvres du premier libéral d'Espagne ! — mais, ce régime a de grands défauts. Il faudra le corriger. Ce n'est pas le Parlement qui doit exercer le gouvernement *quotidien* de l'État ; il ne lui revient, pour bien faire, qu'un droit de sanction : le vote des budgets, par exemple.

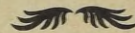
Les « antiparlementaires », en certains pays, ne s'expriment pas autrement.

Les tendances du chef libéral nous sont maintenant connues. Fidèle au passé, le présent l'impressionne. Il nous parle encore des correctifs qu'il admettrait dans les institutions actuelles : la représentation professionnelle au Sénat, peut-être, mais de préférence en des corps consultatifs, et aussi une réduction des privilèges de la fortune qui, d'un grand d'Espagne, fait automatiquement un législateur. Ainsi nous parle ce grand d'Espagne, lequel croit au surplus — comme tout le monde, semble-t-il — à la force et aux avantages du régionalisme et trouve, à propos du Maroc, une formule très crâne : « L'abandonner ? Plutôt mourir ! »

— Êtes-vous satisfaits ? paraissait nous dire M. de Romanones en nous tendant amicalement la main. — Vous en saurez peut-être davantage dans quelques jours, fit-il. Je viens de solliciter du Directoire l'autorisation de parler.

Nous sentîmes que sous ces mots se cachait une charge terrible d'ironie et de colère. Mais la face inoffensive de l'ancien « premier » libéral riait toute pleine.

GIOVANNI HOVOIS.



Le théâtre chrétien ⁽¹⁾

Le titre de ma conférence n'exprime pas exactement mon présent dessein. Ce n'est pas tant du théâtre chrétien en soi que je veux vous parler ici, que des rapports étroits du théâtre chrétien avec le théâtre tout court. Le théâtre souffre actuellement d'une crise d'âge dont il serait urgent de le tirer. Quelques-uns s'y essaient — et je crois avoir quant à moi, trouvé un des remèdes, ou mieux des traitements, qui lui conviennent. Il est né, chez nous, chrétien. Pourquoi ne le redevient-il pas ?

Je dois donc présenter ici mes idées personnelles sur l'art dramatique. Personnelles, c'est beaucoup dire, ou, si l'on veut, trop peu. Je n'ai pas la prétention de découvrir du neuf. Au fait, il n'y a, pas de neuf. Quand je dis : idées personnelles, j'entends ce que j'ai pensé après d'autres, ce que la pensée des autres, de beaucoup d'autres, vers lesquels m'inclinaient le respect dû et mon goût propre, et qui est devenu en moi à l'épreuve des faits. Si je me croyais, d'aventure, seul à penser comme je pense, je me tairais plutôt. Une pensée personnelle, selon moi, n'a de valeur que si elle rejoint et reprend la pensée commune, la longue chaîne de pensées forgée et rivée par les maîtres depuis les origines de notre civilisation. Les maîtres en tous temps, furent de bons élèves et nous ne voyons pas que cette modestie ait gêné jamais leur audace et les ait empêchés d'innover dans leur art.

Je vous prévins également que je ne parlerai pas en critique, mais en auteur. Le spirituel mis à part, mais non cependant détaché du reste, la principale occupation de ma vie est d'écrire des pièces et de les faire jouer, si ce n'est toujours sur de vrais, sur de grands théâtres ouverts au « grand » jour, du moins souvent et très souvent sur de petits. Ce détail a son importance. Je voulais seulement préciser

(1) Fragment d'une conférence donnée à Bruxelles, sous les auspices des « Grandes Conférences Catholiques ».

ma position, afin qu'on sache bien que je plaiderai sans vergogne pour mon saint — ou pour mes saints. Tout entier à mon art, j'ai réfléchi longuement sur mon art et je communique mes réflexions avec la partialité d'un oëvreur.

Quel est l'art dramatique tel que les maîtres nous l'ont fait. Quel il est devenu ? Quel il doit devenir ou je souhaite qu'il devienne ? Voilà en résumé mon plan. Je donne mes idées et mes essais pour ce qu'ils valent. S'ils n'aboutissent qu'à demi, puissent-ils tout au moins indiquer une direction à de plus capables que moi, de fonder une oeuvre durable !

* * *

Qu'on me permette de poser tout d'abord quelques principes. C'est faute de principes que tant de bonnes volontés, de talents, de génies même se dévoient, en un siècle où l'esprit propre, flatté par l'amour-propre, est devenu le véritable souverain dans le domaine des lettres et des arts. Si nous tenons une vérité que nous croyons sûre, ne craignons pas de paraître pédants, en lui faisant toute sa part. On saura bien nous arrêter au cas où la contredirait l'expérience. Nous jouons gros jeu, soit : mais si nous pensons juste, les résultats seront incomparablement plus importants que si nous flottions au départ entre plusieurs vérités équivoques.

Qu'est-ce que le théâtre ? Un art. Qu'est-ce qu'un art ? Qu'est-ce que l'art ?

Deux façons de l'envisager, du reste inséparables l'une de l'autre : Dans la théorie et dans la pratique. Dans l'absolu et dans le relatif.

Le point de vue théorique, ou, si l'on aime mieux, intellectuel, est primordial. Un art qui ne tend pas vers l'absolu n'est pas un art. Les philosophes vous diront qu'il siège dans l'esprit, au plus haut rang dans la hiérarchie des activités diverses de l'homme, du moins sur le plan naturel. L'idée, la conception avant tout.

Mais toutes les définitions transcendantes que l'on en peut donner, ne feront pas qu'il ne soit d'abord un métier, et un métier quel qu'il soit n'existe que dans la mesure où il est pratiqué. Si l'oeuvre d'art ne sort pas de l'esprit pour prendre une forme sensible, elle demeure à nos yeux une simple velléité. On ne saurait juger de la conception que par l'exécution, du génie que sur son ouvrage. Nous avons tous rêvé d'admirables poèmes qui ne seront jamais, parce qu'ils sont restés en nous. Ainsi l'absolu de la théorie étant posé, la pratique à son tour pose ses conditions et elles sont inévitablement relatives — relatives à l'homme et à ses limites — à ses moyens, à ses besoins.

Voilà ce que nous enseignent l'École, et quand je dis l'École, il s'agit de celle que j'ai choisie, celle qui, au milieu du désarroi intellectuel dont l'univers nous offre le spectacle, trouve chez beaucoup de bons esprits le regain de faveur le plus inattendu, mais aussi le plus explicable, l'École d'Aristote continuée par saint Thomas. Il ne me semble pas que dans l'ordre esthétique — pour m'en tenir à celui-là — qui que ce soit puisse en repousser sérieusement les conclusions d'ensemble. Elles coïncident en effet avec les leçons de l'expérience, avec la sagesse des siècles et ce que l'on appelle, tout simplement, le bon sens.

Un art théoriquement pur — qui vise comme disait Maritain : « le bien de l'oeuvre à faire », — va rencontrer quelque chose d'étranger à lui, peut-être d'opposé à lui : un instrument, une matière. L'homme qui veut créer se trouvera aux prises avec une double résistance, celle de sa nature bornée qui ne saurait tout à fait obéir aux ordres de l'esprit, celle de la matière brute qu'il informe : couleur ou marbre, sons ou mots. Il devra transiger, il devra en rabattre, et s'il passe outre, la matière se vengera. Qu'il tende au maximum possible de gratuité et d'absolu, d'accord. Ce maximum est limité. Il n'y a au delà que contradiction, difformité, cacophonie. Pour sauver l'art, on tuerait l'oeuvre d'art.

Dans une esthétique vraiment humaine et par conséquent relative, il serait permis de classer les arts suivant le degré d'absolu qu'ils semblent capables d'atteindre, et réciproquement, sur le plus ou moins grand nombre de contingences extérieures dont ils sont grevés. A quel degré de la hiérarchie placerions-nous l'art dramatique ? Au plus bas degré.

* * *

On s'est accoutumé, depuis Wagner, dont la suprême ambition fut de restituer le drame tel que l'avaient conçu et réalisé les tragiques grecs, à considérer le théâtre, dans sa forme la plus complète et la plus haute, comme le lieu quasi sacré où devait s'opérer la rencontre, le mariage, l'intime fusion de tous les arts. Ce n'est pas moi qui contesterai à ce point de vue sa légitimité et sa grandeur. Une action où la plastique, la musique et la poésie, également et harmonieusement,

concourraient à ravir les yeux et les oreilles en même temps que le cœur et l'esprit, voilà certes un maximum dont le théâtre et seul le théâtre est capable. Mais tous les arts unis font-ils un plus grand art ? S'ils sont unis, peut-être. Font-ils un art plus pur ? Sûrement non.

Chaque art pourra, sous une main maîtresse, demander soutien, accroissement, exaltation aux autres arts. Le geste soulèvera le mot ; la musique prolongera la parole. Nulle part les moyens ne s'offriront aussi nombreux — et je ne parle pas du principal qui est l'homme vivant — l'acteur, dans l'âme et dans la chair de qui l'oeuvre est directement sculptée. Mais plus la matière sera complexe, plus elle opposera de résistance à qui prétendra l'assouplir. Chaque art composant le drame total imposera au dramaturge ses limites propres. A proportion des moyens, les contingences se multiplieront. Le drame total, l'art total qui en résultera s'éloignera d'autant de l'art pur, j'entends, de l'art le plus conforme à la conception parfaite qu'en aura modelée l'artiste dans l'atelier de son esprit ; de l'art le plus abstrait, le plus dépouillé de matière, en un mot le moins contingent. Il semble donc bien que l'art dramatique, en raison même de ses ressources, sera le plus contingent de tous les arts, celui qui traînera après lui le passif le plus lourd, qui aura le plus à compter avec la pratique.

Or ce qui est vrai du drame total, eschyléen ou wagnerien, l'est aussi du drame courant tel qu'il s'est constitué en Occident, depuis des siècles, sous la forme parlée où le rôle de la musique redevient exceptionnel ou secondaire. A tout prendre, en effet, il n'existe aucune sorte d'art théâtral qui ne soit constitutivement action visible, parole proférée, et n'exige par conséquent de l'écrivain, outre le souci d'ordre littéraire commun à tous les genres, un souci d'ordre plastique — mouvement, image, un souci d'ordre musical — rythme et déclamation. Aussi bien une saine dramaturgie doit commencer par le procès de la conception purement livresque de notre art.

Et cependant, où pouvons-nous l'étudier chez les maîtres sinon dans le livre ? Sans le livre qui l'enregistre, qui lui permet de durer et de se transmettre, que nous resterait-il de ses chefs-d'oeuvre dramatiques du passé ? Tel est bien le danger. Les recevant sous la forme la plus abstraite, nous sommes tentés de les considérer exactement sous le même angle que les chefs-d'oeuvre de la poésie ou du roman. En ce cas, il s'agira donc d'un genre littéraire parmi les autres et il y aurait les comédies d'Aristophane et les tragédies de Sophocle, comme il y a les Egléses de Virgile et les Dialogues de Platon. Cicéron répondrait à Antigone comme Méléagre à Tityre, comme Socrate à Alcibiade, un peu plus pathétiquement. A mesure que nous le lisons, dans notre tête bouillonnera et se dessinera le drame et nous en tirerons des lois bonnes pour la représentation dans notre tête. Représentation idéale, mais aussi éloignée de la véritable que le monde extérieur du monde intérieur, aussi éloignée que possible de la représentation authentique, celle que souhaitaient et réalisèrent Sophocle et Shakespeare, par exemple, celle en vue de laquelle le drame était par eux conçu : pour la scène, et une certaine scène, pour un public et un certain public. A quelques siècles seulement de distance, en dépit de la plus sûre tradition, nous n'imaginons même pas la façon dont la Champmeslé jouait du Racine. Que si nous allons voir Sophocle ou Shakespeare au théâtre, la plus habile des reconstitutions scéniques ne pourra jamais, sachons-le, être autre chose qu'une transposition. Quel rapport y a-t-il entre l'*Antigone* hellénique tant chantée que dansée du Théâtre de Dionysos et l'*Antigone* académique du Théâtre Français, même au temps où Bartet et Mounet-Sully l'animaient de leur génie propre ? Le « dessin au crayon noir » de Jean Cotteau au théâtre de l'Atelier, ne transposait pas davantage. Nous ne saurons jamais ce que fut *Antigone*, ni la *Passion* des Gréban, ni *Othello*, ni *Phèdre*, ni le *Misanthrope*. On pourra faire revivre sur la scène ces chefs-d'oeuvre — non pas vivre comme ils y vivaient en naissant — selon le dessein exprès du poète. Il nous reste le texte, le reliquat, l'épure — et sans doute admirables encore — que le livre nous a transmis. Devenu matière classique, matière à explication dans les manuels et dans les classes et plaisir secret de quelques lettrés, le théâtre est entré dans la littérature. Or, je l'ai dit et le répète, si l'art dramatique a sa place parmi les genres littéraires, il est un genre littéraire à part et il déborde la littérature ; s'il ne la déborde, il n'est point, ayant perdu sa principale raison d'être, ou, si l'on veut, il n'est plus qu'à demi. Car, seul de son espèce, il mène une existence en partie double, et dans le livre, et hors du livre. Il renoncerait plutôt à celle-là qu'à celle-ci et plutôt cesserait d'être littérature que de cesser d'être scénique. Nous sommes réduits à l'étudier sur des textes ; mais non, le texte n'est pas tout, il n'est peut-être même que si le reste le soutient.

* * *

Que l'on m'entende bien. Je dis : le texte n'est pas tout ; je ne dis pas qu'il ne soit pas le principal, le noyau, la cellule-mère. « Au commencement était le Verbe... ». Ceci est vrai universellement et dans le drame comme ailleurs. Notre pensée n'a pas d'autre moyen de s'exprimer que par le Verbe sitôt que nous la voulons définir, et définir une pensée, c'est la plus haute fonction de l'homme dans l'ordre naturel, et qui doit jouer dans le drame. Exiler la pensée du drame conduit à ravaler le drame à la forme du pur spectacle ; je n'y saurais, quant à moi, consentir. Mais le verbe du drame est-il le verbe du roman ? le verbe du poème ? et plus généralement le verbe écrit et imprimé ? Le livre lui suffira-t-il ? Nous avons donné la réponse. Mais il convient d'y insister.

Le livre, écrin fixe des mots, suffit amplement au poème, tel en tout cas qu'on le conçoit actuellement, de moins en moins déclamé et chanté (c'est peut-être un tort), de plus en plus réservé à la joie intime et silencieuse du lecteur solitaire. Délectation secrète et chant intérieur, le concert a lieu dans l'esprit. Certains sont allés jusqu'à dire que le poème se pourrait passer de lecteurs : cas extrême, cas monstrueux, la qualité essentielle d'un art étant d'être communicable. Mais, sans s'aventurer si loin, une fois fixé dans le livre, disons qu'il a licence d'attendre ses lecteurs. Le poète écrira et imprimera sinon uniquement pour soi, du moins pour un lecteur éventuel, lointain ou proche. C'est ainsi que Stendhal, qui n'était que romancier, situait dans le temps son vrai public à un demi-siècle après lui. L'ouvrage, tout entier dans l'esprit, passera presque tout entier dans le livre ; les seules contingences qu'il aura à considérer seront d'ordre logique, grammatical et prosodique ; la typographie plus ou moins soignée ne saurait rien changer à la valeur intrinsèque des mots. Prosodie mise à part, j'en dirai autant du roman. S'il évoque et fait vivre des personnages, ce n'est encore qu'idéalement, en stimulant par le moyen des mots, signes d'objets et de pensées, l'imagination du lecteur. Le dramaturge qui ne considérerait le mot écrit que comme font le poète et le romancier, qui construirait, modèlerait et caresserait pour le livre de belles formes, risquerait de créer des œuvres de musée, figées dans la lettre une fois pour toutes et sans impulsion vers le dehors. Sans doute, il est permis d'imaginer un genre qui serait le « théâtre dans un fauteuil » et nous en avons des exemples ; mais autant dire roman dialogué. Pis-aller, genre faux, auquel dut se résigner, on le sait, en raison du malheur des temps, durant une grande partie de sa carrière, le dramaturge le plus authentique du XIX^e siècle, je veux dire Alfred de Musset. J'écarterai également la conception indéfendable du dramaturge qui polit un texte et le livre au metteur en scène en lui disant : « Arrangez-vous. Ceci maintenant vous regarde. Les mots y sont : marchez ! » Les mots y sont, mais ne sont pas encore. Il est à craindre que l'auteur qui lâche sa pièce aussitôt écrite et croit que le texte suffit, n'ait pas mis dans le texte ce qu'exigeait de lui son art, n'ait pas chargé les mots de ce potentiel dramatique qui fait qu'ils sont mots de théâtre, verbe proféré et actif, sans quoi il serait plus curieux de les voir vivre et de contrôler son effort.

Oui, le mot parlé régit tout, au théâtre comme dans le livre ; c'est le délégué de l'esprit. Mais là il doit passer par une bouche humaine, animer des êtres de chair, vivre et agir. En puissance dans le livre, il est sur le théâtre en acte ; il dicte l'acte et il est l'acte. Faute de quoi, il a manqué son but. Quand nous disons : Au commencement était le Verbe, nous pouvions aussi bien dire : Au commencement était l'Action — et c'est tout un.

Ainsi, contrairement au mot écrit qui, dans le roman ou dans le poème, excite et soulève directement l'imagination du lecteur, le mot parlé dans l'œuvre dramatique, avant d'atteindre et de soulever l'auditeur, doit soulever tout un appareil composite, indocile, rebelle : la scène d'un théâtre, avec ce qu'elle comporte de ressources, et de résistances aussi. Le dramaturge n'a rien fait quand il a tracé sur la page l'absolu toujours un peu relatif de son rêve, une compagnie idéale de personnages qui s'affrontent, s'aiment, se haïssent, vivent et meurent, selon son bon plaisir. Il doit à son art et se doit de tracer un rêve réalisable, viable, jouable et, si l'on me permet de forger un très vilain mot, extériorisable — allons même plus loin : déjà extériorisé. Il ne dit pas, je le répète : Voici des mots, faites-en de la vie, des images, des gestes, du mouvement, de l'action. A ce compte un scénario devrait suffire et nous aurons la comédie improvisée, la « *comedia del arte* ». S'il n'a déjà mis dans ses mots, les images, les gestes, le mouvement, l'action, la vie que requiert le drame, ce n'est que par un artifice qu'on les y mettra pour lui. Non qu'il se doive de les calculer par avance, avec une précision mathématique qui ne laisse aucun champ à la fantaisie de l'acteur ; c'est un excès qui figerait l'ouvrage ;

la vie qu'il lui infuse est un appel à la vie chez l'acteur et, pour prendre tout son accent, elle a besoin d'une autre vie. Du moins, l'auteur propose implicitement à l'acteur toute une série de « possibles » entre lesquels celui-ci n'aura qu'à choisir. Il indique, il amorce ; à l'interprète d'achever et d'accomplir.

Mais une telle prévision suppose de sa part la connaissance approfondie des moyens proprement techniques, tant humains que matériels et, s'il a le sens inné de la scène (il ne sera jamais dramaturge s'il ne l'a pas), il n'en devra pas moins le cultiver pratiquement avec modestie et constance. Le contact est indispensable ; la scène du théâtre est pour lui ce qu'est la glaise pour le modèleur, la pierre pour le tailleur d'images. Peut-être sera-t-il tenté de monter lui-même sur le théâtre. S'il le peut, il le doit. A ce point seulement toute sa fonction sera remplie : il devient vraiment le maître de l'œuvre. Au fait, qui le serait, sinon celui qui la conçoit ? Shakespeare ou Molière, auteur, directeur et acteur, voilà l'auteur dramatique complet.

Mais, me retournant mes propres paroles, on me répond que voilà bien de l'embarras. Aux yeux de la postérité, c'est l'auteur seul, l'écrivain qui subsiste, puisque les conditions matérielles de l'art dramatique changent sans cesse avec l'époque et le pays. — Justement, l'auteur dramatique n'écrit pas avant tout pour la postérité. Même, il n'existera pour elle que s'il a d'abord écrit pour son temps. Je ne le dispense pas du souci d'être un bon auteur. Je veut qu'il se résigne cependant à épouser ce que son art a de plus nécessaire et aussi de plus transitoire, ces moyens mêmes, les seuls dont il dispose, essentiels et passagers. Je dis que c'est par eux et par eux seulement qu'il réalisera le drame. Je dis que c'est en les utilisant, en acceptant leurs ressources et leurs limites qu'il fera une œuvre vivante. Je dis que si, au bout d'un ou deux siècles, il n'en reste plus que les mots, à ce prix seulement les mots qu'il laissera conserved un peu de la vertu active propre au drame et au drame seul. Car si nous ne pouvons restituer aujourd'hui ni la vraie *Antigone* ni la vraie *Macbeth*, ni même la vraie *Polyeucte*, tout transposés en incomplets qu'en les restitue devant nous, ils nous émeuvent néanmoins encore, et autrement que l'*Enéide* ou la *Divine Comédie*, d'une émotion qui n'est qu'à eux. Conçus et exécutés dans l'abstrait, quand même beaux peut-être ils seraient différents. La vie profonde qu'ils revivent et qui leur imprime encore mouvement vient de ce qu'en leur temps, ils ont été conçus et exécutés dans la vie et dans le mouvement, de ce qu'ils ont été vécus et se sont mis sur une scène, en des hommes de chair et d'os. Ces mots écrits, s'ils furent écrits vraiment pour des hommes, ne peuvent ne pas en garder souvenir. Ainsi et ainsi seulement l'ouvrage sera donc ce qu'il veut être, un drame, soumis aux lois mêmes du drame, digne de ce nom. Supprimez chez le dramaturge le souci de réalisation immédiate : il perd sa véritable raison d'être, il n'a qu'à changer de métier.

* * *

Pour apprendre l'humilité, rien de tel que l'art dramatique. L'auteur y est essentiellement dépendant. Dépendant des moyens qu'il a à mettre en œuvre, et des possibilités de la scène, et des possibilités de l'acteur. Son rêve n'est pas affranchi et il doit le régler sur ces diverses contingences, en collaborant avec elles modestement, continuellement. En règle avec le style, avec les lois propres du drame — plastique mouvement, progression — il fait appel encore au machiniste, au décorateur, à l'électricien, au metteur en scène, s'il ne l'est lui-même et avant tout aux interprètes ; la moindre défection compromettrait tout son effort. (Et, entre parenthèses, il faudrait pouvoir insister ici sur le grand dommage que souffre l'art, quand cette difficile harmonie est rompue, lorsque l'insuffisance de l'ouvrage, par exemple, ou de la main-mise du maître d'œuvre, incite tel ou tel meneur du jeu décorateur ou interprète, à travailler à part et pour son propre compte. C'est une des raisons qui expliquent ces mal façons trop courantes hélas ! dans le théâtre d'aujourd'hui !). Aussi bien, l'ouvrage ne commence de vivre que lorsque, les concours une fois assurés, l'esprit de l'œuvre ayant pénétré les acteurs et l'harmonie enfin réalisée, on frappe les trois coups... Mais non — et rien n'est fait encore. Il faudra compte avec le public.

L'art dramatique — nous l'avons vu — ce n'est pas un auteur qui écrit dans un coin la pièce. Ce n'est pas même, avec lui, une compagnie de comédiens exercés qui, la pièce étant, la font vivre sur le théâtre. C'est encore un public qui doit la recevoir et même l'informer dans une certaine mesure. C'est un auteur, des acteurs, un public. En vain essaierait-on de faire abstraction d'un seulement de ces trois termes. Imposable, ils sont liés.

On conçoit un tableau que le peintre peindrait pour soi ; on conçoit un poème que le poète se réciterait à lui-même du matin jusqu'au soir et qu'il tairait aux autres hommes ; on conçoit un roman qui ne serait pas lu et qui dormirait dans le livre. Mais on ne conçoit pas une œuvre dramatique (écrite, étudiée, montée, enfin réalisée hors du cerveau du dramaturge) se déroulant devant des fauteuils vides ; ou, du moins, c'est tant pis pour elle, et quand, d'aventure, la chose arrive, c'est bien contre le gré des interprètes et de l'auteur.

Je remarquais plus haut l'étrange liberté du poète, du romancier, de l'essayiste, enfin de l'homme qui écrit des livres, vis-à-vis du public. On l'a poussée de notre temps jusqu'au mépris. Et il est vrai qu'aller au-devant du public, flatter ses préférences, ses faiblesses, n'est pas le bon moyen pour un auteur d'approfondir et de perfectionner son art. Mais autre chose est de mépriser ce public, de le décourager, de lui rabattre sur le nez la porte et de refuser le contact. Celui qui écrit et imprime souhaite d'être lu ; sinon il écrirait peut-être encore pour fixer ses idées, mais n'imprimerait pas. Tout art est essentiellement sociable. Mais l'écrivain, je le répète, est absolument libre d'attendre son public. Celui-ci viendra ou ne viendra pas ; il viendra nombreux ou restreint ; il viendra aujourd'hui, demain, ou dans dix ans, ou dans un siècle. Cela importe peu. Le poème, le roman, l'essai posé imprimé dans le livre ; il est et ne sera pas plus, le jour où il aura dix, vingt, mille, cent mille lecteurs ; tant qu'il ne s'agit pas de littérature commerciale ou, comme on dit, alimentaire, son lecteur éventuel ne saurait le modifier. C'est lui, lecteur, qui recevra du livre empreinte, plus ou moins, plus tôt ou plus tard. Certes, un auteur humain, comme étaient nos auteurs classiques, montrera au public quelques égards, en se rendant au moins intelligible, par le respect de la grammaire, de la syntaxe, de la logique et l'emploi d'un langage non trop distant du langage commun. Mais, comme il sait qu'un livre se relit, qu'on en prend ce qu'on veut d'abord, qu'on y revient, qu'on le reforme et qu'on le rouvre, si sa pensée naît difficile et son style elliptique, il les maintiendra tels qu'ils sont ; au lecteur d'insister, tant pis s'il n'est pas digne de comprendre. Ni un poème n'est nécessairement populaire, ni un roman, ni un essai.

Il en va tout autrement d'un ouvrage dramatique. C'est un livre qu'on lit en commun, qu'on ne peut pas ouvrir ni refermer, dont les pages tournent implacablement de la première jusqu'à la dernière. Quand un mot est dit, il est dit ; on ne saurait prier l'auteur de vouloir bien le répéter. Il y aurait là, j'en conviens, une source de comique intarissable. Devant un drame un peu obscur, on verrait, un à un, tous les spectateurs se lever, réclamant pour qu'on recommence qui la première scène, qui la seconde, qui le monologue du « deux », qui donnait la clef de la pièce et que l'on n'a pas bien saisie... Alors les plus intelligents, et ceux qui voudraient le paraître, protesteraient bien haut : rumeur, altercation, tumulte, et le drame en resterait là. La scène, dans la salle, est un effet connu, classé parmi les meilleurs de l'art dramatique, mais qui ne suffit pas à le nourrir. Non, le public, ayant payé sa place, tient à comprendre ce qu'on dit et dans l'instant. D'où la nécessité d'une intelligibilité absolue. Au théâtre un chat est un chat : c'est le temple de l'évidence. Malheur au dramaturge qui parlerait lapon devant des spectateurs français !

Voilà déjà une première servitude qu'il acceptera de gré ou de force. Il devra employer un langage commun à tous.

Seconde servitude : Il s'agira d'exiger de lui une intelligibilité plus profonde, dépassant la lettre et le mot. Qu'importe que le mot soit net, la phrase normalement construite et l'enchaînement des raisons parfaitement logique et clair, si l'idée qu'on expose, ou le sentiment qu'on exprime, ne correspond à rien de semblable chez le public et n'éveille en lui nul écho de ce sentiment ou de cette idée — à plus forte raison si l'idée ou le sentiment de l'auteur éveille chez le public un sentiment ou une idée contraire ! Cela peut arriver, cela arrive tous les jours. Ce qui fera pleurer les uns fera — et réciproquement — rire les autres. Imaginez une salle ainsi partagée : il y aura deux pièces, la pièce gaie, la pièce triste. Laquelle est la vraie, dites-moi ? Mais celle qu'a voulue l'auteur. Eh bien, dans ce cas, qu'il la garde ! C'est qu'il l'a mal voulue, c'est qu'il s'est adressé chez l'homme à des sentiments et à des idées qui ne sont pas les mêmes chez tous les hommes : voilà tout. On m'objectera que deux hommes, pris dans la foule, n'ont peut-être jamais un sentiment ou une idée qui soient d'une similitude complète. Dans le détail, bien sûr que non. Mais, dans l'ensemble, oui ! Il est certaines valeurs intellectuelles et morales sur lesquelles s'accorde le plus grand nombre dans une société bien faite : le bien et le mal, le vrai et le faux — et je ne dis pas le beau et le laid qui sont des valeurs esthétiques sujettes comme telles à variation dans les

mieux faites des sociétés ; je ne me place pas pour l'instant sur le terrain de l'esthétique. L'accord sur le bien, l'accord sur le vrai, voici le minimum d'entente ou de communion que l'homme qui écrit pour le théâtre doit songer à réaliser entre son œuvre et son public. A cette condition seulement, il suscitera l'émotion, il obtiendra l'adhésion qu'il a voulues. La pièce n'est, et n'est vraiment, ne vit, et ne vit vraiment, toutes nuances réservées, que lorsqu'elle vit dans le cœur du public comme elle vit sur le théâtre et dans l'esprit du dramaturge. Dans le moment. Au moment du contact, lequel sera le plus étroit possible. C'est ce qui a fait dire à Jacques Copeau, dans une formule saisissante que je ne me lasse pas de répéter :

« Il n'y aura de théâtre nouveau (disons plus généralement : de théâtre), que le jour où l'homme de la salle pourra murmurer les paroles de l'homme de la scène en même temps que lui et du même cœur que lui »...

Le jour où l'auteur et le spectateur — et j'ajoute l'acteur, leur intermédiaire — établis fortement sur le même terrain moral et intellectuel ne feront à eux trois qu'un homme. Il leur faut à tout prix un terrain de communion. Ils le trouveront aisément dans une société bien faite, je veux dire cohérente et unanime à reconnaître un certain bien pour le bien, et un certain vrai pour le vrai. Mais si la société est mal faite, ce qui arrive ? — Elle n'aura pas d'art dramatique, tout simplement. On ne s'entendra pas, on ne communiquera pas, on ne communiquera pas. La pièce n'aura plus qu'à rentrer dans le livre d'où elle n'eût pas dû sortir ; elle attendra de meilleurs jours. Elle ne saurait trop longtemps les attendre ; au théâtre, une réalisation trop différée altère même la conception. Si l'auteur n'a en main ou à portée de la main, quand il crée tous les éléments de son œuvre, la matière verbale, la matière technique, la matière humaine — son art, sa troupe et son public — la rectitude de son activité créatrice se fausse. Il ne dira bien ce qu'il dit que s'il prévoit une réponse et, en ce sens, la salle collabore avec lui.

A l'encontre de certaine école moderne qui a considéré la scène comme une chambre carrée où il se passe quelque chose et dont on aurait abattu une des cloisons pour permettre au public de voir, je la conçois, humainement, comme un tréteau dressé au milieu du peuple, d'où l'on s'adresse au peuple, un lien d'échange perpétuel. Un auteur dramatique, conscient de ses devoirs, étudiera pratiquement les conditions de cet échange, en dégagera à part lui les lois et s'assurera tout d'abord qu'il est quelque échange possible et qu'il ne parle pas lui-même contre un mur.

* * *

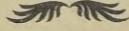
Ainsi l'art dramatique suppose en principe et en fait des mœurs, une société, et, au sens le plus noble, un peuple. Ce n'est pas un art fermé, ni un art à longue échéance ; mais un art ouvert et immédiat. Plaignons l'auteur qui sent en lui tout ce qu'il faut pour créer l'œuvre et ne trouve rien hors de lui pour l'y aider. Ce serait miracle si, dans le présent, il la créait viable pour l'avenir. On cite le cas de chefs-d'œuvre, qui, momentanément, pour des raisons particulières, ont échoué au théâtre du vivant de l'auteur bien qu'ils fussent d'accord sur le fond avec leur siècle. On n'en cite aucun de quelque envergure qui, méconnu, rebuté par son temps, ait suscité l'émotion d'un peuple, des siècles après sa naissance. Ceux qui survivent ou revivent, je l'ai dit, c'est qu'ils ont vécu. Telles sont les conditions essentielles du drame. Il ne dépend de son siècle qu'il soit ou ne soit pas. Le génie même n'y saurait suffire ; il faut encore le bonheur.

On entend bien que cet exposé de principes appelle quantité de retouches et de nuances. Il est des cas d'espèce dont nous ne pouvions faire état et sur lesquels nous reviendrons. L'important est que la question soit posée sur un terrain solide et celui-ci me semble tel. Quoi qu'il en soit, quoi qu'on en dise, le dramaturge — qui pourra être par ailleurs un grand poète et un créateur de figures, égal aux plus grands romanciers ; qui, disposant d'un jeu plus complexe et plus vaste, saura unir, dans son art même, des beautés que la poésie et le roman ne rejoignent que séparés, et telles qui ne sont ni de l'un ni de l'autre ; qui, enfin, devra animer tout un monde et le rendre visible, sonore en action — de ce fait même travaille dans le relatif et à une œuvre en partie périssable. En vain aura-t-il décidé de se retirer dans sa tour pour édifier le chef-d'œuvre. S'il n'en redescend pas, le chef-d'œuvre ne sera pas. Le dramaturge est prisonnier des hommes. Le caractère de son art est essentiellement social.

Comment, soumis à ces dures nécessités, l'art dramatique a connu à travers les âges un destin fragile et changeant ; comment, populaire, social, religieux à l'origine, en Grèce comme en France, établi sur la

foi d'un peuple, il a progressivement dégénéré en la quittant; comment, faute d'une société et d'un terrain commun d'entente, il languit aujourd'hui et recourt aux plus bas moyens; comment enfin il lui serait possible de retrouver vigueur et nouveauté en se retenant à sa source même, en redevenant chez nous catholique et en s'appuyant sur le peuple fidèle: c'est ce qu'il me reste à vous exposer maintenant...

HENRI GHÉON.



Joseph Reinach et Léon Tolstoï

Je ne me souviens pas exactement de l'année où eut lieu l'entrevue que je vais décrire, mais je fixe cette époque à quelque temps après la guerre russo-japonaise.

Chaque automne, en rentrant pour les assemblées du Zemstvo à St-Petersbourg, j'avais l'habitude de faire une courte visite, au C^{te} Léon Tolstoï dans sa propriété de Yasnâ-Poliâna.

Cette fois-ci tout y était tranquille: peu de membres de la famille et aucun visiteur étranger, sauf moi.

Qui ne connaît le charme de la vie intime et si calme de nos anciennes propriétés seigneuriales en Russie, pendant les mois d'automne? — En été, l'homme est distrait par des soucis économiques et par la nature elle-même, si attrayante à cette saison. En automne, la vie de campagne devient plus paisible: l'on se concentre dans ses pensées et dans ses sentiments et l'on se serre plus étroitement autour du foyer.

J'aimais surtout visiter Yasnâ-Poliâna dans les phases tranquilles de sa vie, quand les Tolstoï étaient seuls. A présent, dans mon exil, je me souviens avec un sentiment fervent des journées passées dans ce coin de la Russie, devenu universellement célèbre.

Devant moi se dresse la vision d'une ancienne demeure de gentilhomme-campagnard, demeure simplement aménagée, mais bienveillante et hospitalière, — une maison en pierre, spacieuse, construite grossièrement, à l'ancienne manière, sans prétention à un style quelconque. Même les colonnes traditionnelles qui ornaient jadis, à l'époque de l'Empereur Alexandre I, presque toutes les façades de maisons, — y manquaient, vu que l'ancienne maison seigneuriale du Prince Wolkonsky, grand-père maternel du Comte Tolstoï, n'existe plus depuis longtemps.

La demeure du Comte Tolstoï n'était formée que d'une des ailes de l'ancien château. Elle était bâtie solidement, et ses murs épais en briques étaient recouverts de chaux à l'extérieur et à l'intérieur. Au rez-de-chaussée, où était situé le cabinet de travail du C^{te} Tolstoï, toutes les pièces étaient voûtées. Dans la grande salle, servant aussi de salle à manger, des portraits à l'huile bien connus, peints par quelque artiste de la maison, représentant les ancêtres de l'auteur de « la Guerre et la Paix » sont toujours à leurs places: Voici le vieux Prince Wolkonsky, en uniforme de l'époque de la Grande Catherine, avec ses sourcils touffus si expressifs et qui forment aussi un des traits distinctifs de son célèbre petit-fils. A côté de lui, le grand-père paternel du Comte Léon, le Comte

Elie Tolstoï, non moins connu de tout lecteur de « la Guerre et la Paix », avec une expression de bonhomie et de petits traits flasques. Puis vient un portrait aux tons obscurs — une nonne — la princesse Mortkine-Gortchacow, — notre parente commune avec la famille Tolstoï.

Une grande bibliothèque occupait une pièce, et un nombre infini de journaux, de livres et de brochures, de lettres, arrivés de tous les points de l'univers, étaient dispersés sur toutes les tables.

Les maîtres de la maison, et trois ou quatre amis (les enfants Tolstoï étant absents), sont en train de déjeuner dans la grande salle. Un domestique apporte la carte de visite d'un monsieur arrivé en voiture de Toula — c'est Joseph Reinach. Ce nom n'évoque qu'un souvenir vague dans la mémoire du Comte Léon.

Quant à moi, lors de mon dernier séjour à Paris, j'avais eu l'occasion de faire la connaissance de Reinach qui m'avait aimablement invité à venir dîner chez lui quelque part aux environs de Paris, à St-Germain ou à St-Cloud. Je fus heureux de revoir cet homme et, surtout, de le revoir en société du Comte Tolstoï. Je me suis empressé de rappeler à celui-ci que Reinach était un homme politique célèbre, un ami de Gambetta, un publiciste renommé, etc. Mais, il me parut que toutes mes recommandations le laissaient froid, lui, qui d'habitude s'intéressait si vivement aux nouvelles figures. Il faut observer, toutefois, que dans la dernière phase de sa vie, quand les questions d'ordre religieux et moral absorbaient toute son attention, il ne ressentait d'inclination que pour les personnes partageant ses idées. Toute personne privée de « spiritualité », fût-elle douée d'une intelligence exceptionnelle, ne présentait aucun intérêt à ses yeux. — Je dirai même plus. Tout homme qui n'était pas animé de sentiments religieux et moraux lui inspirait de la répulsion. Et plus un homme pareil était développé intellectuellement et faisait preuve de résistance à cette disposition d'esprit du Comte Tolstoï, plus ce sentiment de répulsion croissait en lui. — Le Comte Tolstoï exprimait ouverte ment haine envers ceux qui professaient présomptueusement un libéralisme scientifique, positiviste, matérialiste, doublé de chauvinisme militaire.

Toutes ces considérations ne présageaient rien de bon pour une entrevue avec Reinach. Néanmoins, le premier contact et la première journée se passèrent heureusement. Reinach était un brillant interlocuteur et il avait le talent de soutenir une conversation. Après le déjeuner, le Comte Tolstoï nous proposa une excursion à cheval, ce que nous acceptâmes. Dans la soirée s'engagea une discussion animée, non dépourvue d'intérêt, même, dans les circonstances actuelles. Le Comte Tolstoï était assis au milieu de la table, Reinach à sa droite et moi à côté de celui-ci. La discussion roulait sur l'« impérialisme », — selon la terminologie moderne. Cette expression était alors peu répandue. Il fut question, de l'Allemagne et de l'Italie unifiées et, en général, des grandes unités politiques ayant surgi à la place des anciennes agglomérations de petits États indépendants. Le Comte Tolstoï affirmait que, du point de vue des intérêts supérieurs de l'humanité, un pareil ordre de choses constituait un mouvement rétrograde. Joseph Reinach prouvait d'une façon brillante le contraire. Il avait choisi pour base de cette controverse un argument *ad hominem*, notamment: le pacifisme du Comte Léon Tolstoï et il prouvait avec tout l'éclat de sa dialectique et de son érudition et avec l'audace d'un homme convaincu, mais sans âpreté et avec une grande déférence envers le Comte Tolstoï, que le morcellement des

États dans les siècles passés fut la cause principale des guerres constantes entre eux. Tandis que l'unification des petits États en de grandes unités politiques était une des principales causes de la rareté relative des guerres actuelles en Europe.

Il faut observer que le Comte Tolstoï, malgré l'inépuisable intérêt de ses conversations, était dénué du talent de débattre une question avec exactitude et sang-froid et sa dialectique péchait par bien des points. Les répliques qu'on lui faisait sur des questions qui le touchaient de près, produisaient sur lui une impression douloureuse. Il s'irritait et quittait le terrain de la discussion, désappointé sur le compte de son adversaire, dont le côté « humain » se dévoilait à ses yeux d'une façon défavorable. La même chose se produisit en cette occurrence.

J'ai gardé de cette entrevue l'impression suivante : Reinach eut le dessus dans la discussion, grâce à son ton conciliant, au pouvoir de son éloquence, à sa présence d'esprit et à l'abondance de ses arguments. Il sortit incontestablement vainqueur de ce duel.

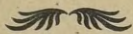
A mesure que la discussion s'animaît, le Comte Tolstoï s'irritait de plus en plus contre son interlocuteur et j'en ai éprouvé un sentiment fâcheux, tant pour le célèbre hôte de Yasnaïa-Poliana, que pour le visiteur français qui venait de franchir des milliers de kilomètres pour avoir cette entrevue. Vers dix heures du soir, l'on vint annoncer que la voiture de Reinach était avancée et qu'il était temps de se rendre à la gare. Le Comte Tolstoï congédia sèchement Reinach, sans se donner la peine de le reconduire. Il y eut un moment de malaise général.

J'accompagnai Reinach jusqu'à l'antichambre, m'évertuant à effacer par des actes de politesse l'effet défavorable de cette séparation glaciale. Reinach n'était pas irrité contre le Comte Tolstoï et nous échangeâmes pacifiquement nos impressions sur l'entrevue. Dans l'antichambre le domestique français de Reinach attendait son maître, tenant en main une grande photographie du Comte Tolstoï. Évidemment, il était convenu d'avance de prier le Comte, au moment de la séparation, d'apposer sa signature sur ce portrait. Le valet de chambre le rappela à Reinach, mais celui-ci, renonçant à son idée, fit serrer la photographie dans sa valise, sans autre discussion...

Bien des années se sont écoulées depuis cet événement. La plus sanglante guerre de l'histoire universelle éclata depuis lors... Reinach avait raison, en affirmant que les guerres étaient devenues moins fréquentes à l'époque actuelle, mais, en revanche, leur force destructive en a été centuplée et les grandes unités politiques n'ont pas épargné à l'humanité une terrible effusion de sang. Les craintes du Comte Tolstoï se sont réalisées.

Après cette guerre, trois grandes monarchies ont croulé. Sur leurs décombres surgirent de nombreux petits États, tous imbus d'une jeune fougue nationale et de chauvinisme... Une pareille agglomération de petits États concurrents entre eux peut-elle assurer une paix stable à l'Europe ? Les appréhensions de Reinach ne sont-elles pas, elles aussi, grosses de menaces pour l'avenir ?

Comte D. OLSONFIEW.



Prière à nos lecteurs de lire l'annoncé de notre page 22 et de nous envoyer sans tarder leur souscription éventuelle, nos abonnés seront les premiers servis.

Lettre de mon oncle Curé sur "Les Dix Javelles", (1)

MON CHER NEVEU,

Cela, c'est une chance et une compensation. Voici, en effet, que de simples et honnêtes gens entreprennent de publier leurs Mémoires.

Il n'y avait guère, jusqu'ici, que les empereurs détrônés, les anciens ministres et les industriels américains à tâter de ce genre littéraire ; c'était bien dommage : ils le gâtaient. Le bon moyen de servir la littérature n'est pas toujours d'écrire des livres ; souvent, c'est, au contraire, comme a fait M. Jonnard, de n'en écrire point et de se borner à acheter les ouvrages des autres. J'en appelle aux concierges qui ont lu les « Souvenirs » de M. Viviani dans le *Soir*, aux hommes d'État qui connaissent les Mémoires de Guillaume II et aux sportsmen qui ont souscrit à la « Vie » de M. Ford : quel agrément et quelle utilité peut-on retirer de la publication de telles hableries et de tels mensonges ? Est-il, d'ailleurs, « moi » plus haïssable et ni plus pauvre que celui des marchands d'automobiles illettrés ou des gouvernants anticléricaux ? Préservez-vous, Seigneur, d'être tentés d'admirer les hommes dont tout le désir est de dominer leurs frères et de leur soutirer de l'argent.

Aussi, mon cher neveu, peut-on conclure que de tels mémorialistes feraient mieux d'économiser tout ce papier et toute cette publicité et d'en donner le prix aux pauvres, c'est-à-dire aux bons écrivains insuffisamment rentés.

Quant aux conducteurs de malle-poste, c'est une autre affaire. Si incroyable que cela paraisse, il faut souvent plus de bon sens et d'honnêteté pour mener des chevaux que pour conduire des majorités parlementaires. L'histoire de tous les temps ne montre-t-elle pas des chefs politiques parvenant à exceller en leur métier sans aucune dépense de sincérité ni de désintéressement ? Tandis que pour garder longtemps la confiance des villageois qu'on charrie, il est nécessaire d'afficher une stricte moralité. Les paysans ne se fient pas au premier venu, même s'il est riche et décoré. Éclairés par les sermons de leur curé et habitués de s'examiner la conscience, ils sont fort habiles à démêler la valeur morale des gens qu'ils coudoient, et ceux qu'ils estiment peuvent d'ordinaire passer pour estimables. Or, après le curé, l'instituteur et quelques autres personnes, nul n'était plus en faveur, dans nos villages, que le conducteur de la malle-poste. (Je m'aperçois qu'il convient de parler au passé, car, depuis qu'on circule en tram et en vélo, les malle-postes ont disparu, ainsi hélas ! que l'espèce anthropologique des « postillons »). On chargeait donc le conducteur de la malle-poste de faire à la ville divers achats et l'on savait bien qu'il ne tricherait pas sur le prix. Nos gens n'aimant pas écrire, ils lui confiaient des messages confidentiels pour leurs parents des villages voisins, pour le vétérinaire, le receveur des contributions et le médecin.

C'est pourquoi, M. Georges Garnir, du temps qu'il était sérieux et que *Pourquoi Pas ?* n'absorbait pas encore toute son activité, a eu bien raison de publier les mémoires d'Henri

(1) GEORGES GARNIR, *Les Dix Javelles*. Mémoires d'un conducteur de malle-poste. — Bruxelles, « La Renaissance du Livre », 1924.

Chardeneux, postillon condrusien. Les souvenirs d'un homme pareil (je parle d'Henri Chardeneux) et les considérations qu'il peut développer sur les choses et les personnes, méritent qu'on les lise et qu'on les prenne au sérieux.

* * *

Notre postillon naquit à Juseret-en-Condroz, en 1835. Son père était maître d'école. Henri sortait donc d'un milieu honorable et chrétien, car, en 1835, les instituteurs de Wallonie n'étaient pas socialistes et ne détraquaient pas encore la tête de leurs élèves. Il fit des études pour succéder à son père dans les fonctions de maître d'école. Mais, un fort penchant à la paresse et à la rêverie le porta plutôt à devenir garde-chasse au service d'un certain comte des environs de Ciney. Le comte ne devait pas être un fameux tireur, car, un jour, visant un lièvre, il mit une charge de plombs dans la cuisse de son garde. Ces plombs décidèrent de la vocation d'Henri Chardeneux. Boitant et incapable de marcher beaucoup, il chercha le moyen de gagner sa vie sur seant et entra au service d'un maître de poste appelé Hénoumont, mayeur de Juseret, propriétaire des « Dix Javelles ».

Le tableau que Chardeneux trace de son activité quotidienne est à peu près tel que je le tracerais moi-même. Il est bien exact et montre combien ce postillon a heureusement profité de ses études d'instituteur.

Chaque jour, je traversais ainsi quatre ou cinq villages par les mauvaises routes d'alors, arrêtant devant le café où l'on buvait régulièrement la goutte. L'arrivée de la malle-poste dans un village, quotidienne et à heure fixe, intéressait toujours l'habitant, surtout dans les localités voisines de la région ardennaise, où il ne se passe jamais rien : le cultivateur règle sa pendule à poids sur l'apparition de la patache ; les gens se pressent autour d'elle, à l'arrêt, pour prendre les colis que le conducteur tire de dessous la bâche de l'impériale, et les soupèsent, sans rien dire ; ou bien ils chargent la voiture de paniers, fermés avec une toile de sac, qui emportent vers la lie tout ce qu'il y a de meilleur à manger au village. Si vous ajoutez les enfants qui, comme on dit chez nous, sont coiffés avec un clou et mouchés avec un panier, ça fait chaque fois un petit rassemblement qui anime, pour quelques minutes, la chaussée paisible, au bord des fumiers où trempent les seuils des maisons.

— « Henri, vous direz, s'il vous plaît, à la femme Duviensart, que nous irons dimanche, avec les enfants, boire le café. » — « En remettant mes primes chez Dejbranpin, n'oubliez pas de recommander qu'on les déballe tout de suite. » — « Si vous rencontrez la femme Piriot, dites-lui que notre Marie a la coqueluche ! » Une grosse mère, qui n'aime pas à marcher, vous charge du pot de beurre vernissé contenant le dîner de son mari, lequel travaille dans une aveinière, en bordure de la route, à trois kilomètres de la maison. Puis, sur la chaussée, par la pluie battante, ce sont des enfants que l'on recueille au retour de l'école, trempés, crottés comme des oies de mare. Ailleurs, on vous remet une ordonnance pour le pharmacien de Clairvaux ; un vieux vous commande, en cachette, de lui acheter une bouteille de péket ; un jeune homme vous offre un cigare à dix pour que vous remettiez un mot à la crapaudie qu'il nante dans telle ferme... Je peux bien le dire : pour être conducteur de malle-poste, on doit avoir une fameuse mémoire et savoir garder un secret ; sinon, il ne faut pas trois mois pour se mettre tous les gens à dot et se faire remercier par le maître de poste.

Henri Chardeneux ne se contente pas de parler de soi et de se rendre la justice qu'il mérite, il parle aussi du beau pays qu'il traverse chaque jour, des chevaux qui tirent sa voiture, des histoires tristes ou drôles qu'il entend raconter dans les villages, de son mariage et du mariage de son fils, et il disserte longuement de son patron Hénoumont pour qui il avait de l'estime et de l'amitié. Les ouvriers d'aujourd'hui qui écrivent sont loin de dire tant de bien de ceux chez qui ils ont travaillé. Voyez, par exemple, les accusations, généralisations et exa-

gérations de toute sorte auxquelles se livre, dans le *Soir*, M. Louis Bertrand. J'excuse le style, mais je proteste contre cette façon de mettre tous les torts du même côté et d'endosser aux seuls patrons les abus qu'on rencontre. Pourquoi le *Soir* ne demanderait-il pas plutôt à quelque postillon retraité d'écrire ses articles de tête et de mieux renseigner ainsi ses lecteurs sur la question sociale ?

Henri Chardeneux ne cache pas l'admiration totale qu'il ressentait pour la femme de son patron. C'était, paraît-il, une comtesse de Percloz, ruinée par les prodigalités de son père et pour cela délaissée par les jeunes gens de son monde. Elle avait épousé Hénoumont pour avoir le moyen de continuer à diriger et gouverner quelque chose, fût-ce une ferme du Condroz.

En voilà une qui a ébloui le brave employé de son mari. Chardeneux ne lui trouve que des mérites. « Elle était une belle et forte femme, grande et droite, le regard si assuré qu'on se sentait tout de suite obligé d'être du même avis qu'elle. » Ce trait de roturier qui perd ses moyens devant celle qu'il sait être une grande dame est bien amusant. Pour moi, l'expérience m'a instruit à n'être épaté par rien ni personne, mon cher neveu, ainsi ne suis-je jamais déçu !

Madame Hénoumont, née de Percloz, avait encore d'autres qualités. « Elle était très raisonnable et très pratique. Quand un domestique se présentait aux Dix-Javelles, elle commençait par lui donner à manger, et l'observait. S'il mangeait vite, elle l'embauchait ; s'il s'enfourrait lentement sa pâtée, elle ne voulait pas de lui : car, disait-elle, qui mange vite travaille vite ; qui traîne sur la soupe est un fainéant. » Comme si de manger lentement n'était pas le signe d'une âme habituée de se maîtriser et soigneuse de suivre les prescriptions des docteurs !

Même son chien était extraordinaire. « Il provenait du vieux chenil de Percloz : c'était un chien de plaine, large des reins et du corsage, à double nez, la patte allongée, le poil roux et dur, croisé de griffon barbet et de Saint-Hubert ; il suivait comme pas un la voie à terre ou dans l'eau ; il ne lui manquait que la parole.

Des fois, elle lui disait : « Moustache, allez me chercher un lièvre ! » et Moustache ne revenait qu'avec un lièvre dans la gueule. Cela, mon grand-père l'a vu souvent. » Quel dommage que cette race de chien se soit perdue !

Mais, trêve de plaisanterie ! Cette femme Hénoumont m'agace et je suis fâché qu'un postillon sensé la puisse gober de cette façon. Lisez encore ceci :

« Par elle, une des grandes salles de la ferme devint une bibliothèque ; plus de deux mille volumes s'alignaient sur les rayons, avec des reliures magnifiques en plein cuir. Elle faisait venir, à grands frais, des livres de Hollande et de Paris ; quand ses enfants, pour sortir d'indivision, vendirent la bibliothèque, les curés des environs achetèrent ces volumes par paniers, au poids du vieux papier et brûlèrent, sur le fumier de la cour des Dix-Javelles, toutes les œuvres de Jean-Jacques Rousseau et de Diderot.

Car, cette maîtresse-femme était voltairienne : elle laissait chacun libre d'accomplir ses devoirs religieux, mais elle avait sa façon de raisonner sur les choses de l'Église, en opposant aux dogmes catholiques une religion et une morale rationnelles. »

A ce propos, j'aurais à faire plusieurs mises au point. J'approuve hautement les curés du pays de Juseret, mes intelligents confrères, d'avoir incendié ce tas de vieux bouquins,

pleins de sottises et de polissonneries, qui auraient suffi à jeter leurs paroissiens dans le libertinage et la frénésie anticléricale.

Ensuite, je dirai que je m'étais bien douté que Madame Hénoumont était une toquée. Faut-il être voltairienne et abrutie, mon cher neveu, pour s'imaginer avoir découvert une religion rationnelle et pour croire que les chiens vont chercher tout seuls les lièvres qu'on leur commande !

Enfin, je soupçonne M. Georges Garnir d'avoir ici retouché les mémoires d'Henri Chardeneux. M. Georges Garnir est anticlérical. Pourquoi ? Est-ce d'avoir reçu des taloches de son curé quand il était enfant de chœur, est-ce de s'être vu conférer la seconde place au catéchisme alors qu'il méritait la première, est-ce plutôt pour n'avoir jamais pu suivre un bon cours d'apologétique ? pour quelles raisons, je l'ignore. Mais, anticlérical comme il est, Georges Garnir ne pouvait manquer de s'éprendre d'une lectrice de Jean-Jacques et de Voltaire, et, avec ce manque de scrupules qui distingue les humoristes, il aura mis, sous la plume de Chardeneux, des éloges pour cette femme, qui ne s'y étaient certes pas rencontrés. Je n'admets pas, en effet, qu'un postillon, qui a sa tête à soi, puisse ainsi verser dans la rationalisme et par-

ler d'une libre-penseuse en des termes respirant l'admiration. La femme Hénoumont, cher neveu, que cela soit bien entendu, est une chipie, une dinde, une aigrie, une voltairienne, en un mot. Voilà où l'on arrive quand on sort de son monde et qu'on rompt avec les traditions de ses ancêtres. Au lieu d'épouser un croquant, fût-il maître de poste, la comtesse de Percloz aurait dû consentir à ne pas déchoir, à monter plutôt en graine, à devenir une de ces vertueuses vieilles filles qui édifient les paroisses par leur assistance aux offices et toute sorte de bonnes œuvres.

A part cette petite retouche présumée au texte original d'Henri Chardeneux, je n'aurais que des compliments à faire à M. Georges Garnir pour avoir mené à bien la publication des mémoires de son postillon condruzien.

Portez-vous bien, cher neveu, et dites-moi, je vous prie, ce que vous pensez du Rapport des Experts et de la disparition de Matteotti.

Votre oncle affectionné,
LUCIEN-JOSEPH PECQUET, curé.

Pour copie conforme :
OMER ENGLEBERT.

Les idées et les faits

Chronique des Idées

Propos d'éducation

C'est le titre du livre que vient de faire paraître, chez Albert Dewit, sous le pseudonyme bien connu de *Jacques Herbé*, le distingué fonctionnaire des Sciences et des Arts, qui s'appelle M. RENAULT.

Auteur facile, d'une veine féconde, qui donne chaque année son volume comme le pommier ses pommes — il en est bien à son vingtième, sans compter les brochures — il écrit sur la pédagogie dans une langue claire comme l'eau de roche des choses pleines de sagesse. Il écrit d'une écriture régulière par petits paragraphes bien rangés qui ne chevauchent pas l'un sur l'autre et reposent l'attention du lecteur. Il n'étourdit pas par le cliquetis des métaphores, il n'effarouche pas par l'imprévu des paradoxes, il dispense sa doctrine en maximes mesurées et en apophtegmes lenifiantes. J'imagine aisément, pour l'avoir goûtée moi-même, la satisfaction qu'éprouveront les hommes l'école à recueillir le flot tranquille d'avis et de bons conseils que fait découler sur eux cette urne de sagesse.

Mais, à y regarder de près, par ce temps où un vent de folie passe sur les têtes qu'on croyait les plus rassises, cette allure si raisonnable de M. Renault est d'une piquante originalité. On nous a tellement ompu la tête de théories biscornues, scientistes, évolutionnistes, voire libertaires et communistes en matière d'éducation, que nous sommes charmés de rencontrer un pédagogue officiel qui garde le culte du passé sans maudire le progrès, qui évoque avec attendrissement *Monsieur le maître* de jadis supérieur à tant de pédants d'aujourd'hui ; qui croit à la tradition, à la « puissance de la chaîne familiale » sans mépriser la science ; qui croit à la liberté, au redressement des anormaux et des vicieux, malgré toutes les fatalités de l'hérédité, de l'atavisme, du tempérament, de l'ambiance ; qui croit à la famille et lui décerne la primauté sur toutes les œuvres.

Devant ce bons sens nulle exagération ne prévaut, aucune nouveauté ne prime les principes.

Professionnel de l'enseignement, pédologue de métier et même pédotechnicien — révérence parler — il n'enferme pas l'éducation dans un code, il n'a pas la superstition des recettes prétendument infaillibles, mais il y voit un art autant qu'une science, un art qui doit

varier ses méthodes et adapter ses expédients d'après toutes les différenciations individuelles.

Il se garde bien de la morale désintéressée de Kant et reconnaît humainement la légitimité et l'efficacité des récompenses pour sanctionner le devoir. Ce grave magister, dont le sérieux d'ailleurs s'éclaire souvent d'un bon sourire, n'a pas cru déroger à sa dignité en plaidant avec esprit, au nom des droits de l'imagination enfantine, la cause de la Saint-Nicolas contre les attaques de jansénistes renfrognés.

Il répudie carrément toutes les excentricités à l'ordre du jour, l'école soviétique, nid de révolutionnaires, et l'école unique, pépinière de déclassés, avec laquelle les bolchévistes sont en train de corrompre la malheureuse Russie et dont quelques hurluberlus se sont à ce point engoués qu'ils rêvent de l'importer et de l'acclimater chez nous, peuple de bon sens. Il ne rejette pas avec moins d'énergie l'école russe, *intégralement*, préconisée déjà, en 1908, par Pierre Kropotkine, qui prétend initier les élèves à tous les métiers, à toutes les machines, les faire travailler autant des mains que du cerveau et ne peut produire que des manœuvres au lieu d'hommes. Mais, sans verser dans le « manuelisme », il se défend de déprécier le travail des mains ; il recommande même aux futurs intellectuels la pratique salutaire, et éventuellement utile, d'un métier.

Sur l'éducation physique, la marotte de notre temps, il ne s'échauffe pas plus que de raison, il lui demande le développement harmonique des organes mais n'érige pas le sport en système de morale olympique et de religion à la Montherlant.

Il reconnaît loyalement l'idéal du scoutisme, cette nouvelle chevalerie qui se fait un point d'honneur de l'effort, de l'endurance, du sacrifice, mais il entend le subordonner pleinement à la famille, ne l'admettant que pour suppléer à la défaillance des parents, les éducateurs-nés, et ne lui permettant d'aucune façon de les supplanter. Mais s'il est vrai, comme l'auteur lui-même le redit, « *qu'il ny' a plus de parents* », les tenants du scoutisme ont encore une belle carrière à parcourir avant d'avoir refait la famille par des élites sorties de son sein, avant d'abdiquer leur tâche éducative.

* * *

Quel est donc, me demandera le lecteur, le trait dominant de la pédagogie de M. Renault ? La réponse n'est pas aisée, l'idée maîtresse ne se dégage pas tout de suite de ce recueil d'articles épars dans

maintes Revues, rassemblés ici par un fil ténu. Le livre n'affiche aucune forme didactique et, en réalité, ne donne que ce qu'il promet : des *propos*, à bâtons rompus.

En écrémant ces pages salubres et qui fleurissent bon, voici la substance que j'ai recueillie et je la livre à mes lecteurs.

Nous sommes aux antipodes de Rousseau et de son *Emile*. Nous sommes dans le vrai. L'âme de l'enfant est un monde complexe, un abîme sur lequel il faut se pencher longtemps pour en découvrir les profondeurs. Dans l'unité nouvelle qui en jaillit, il est la récapitulation d'une longue lignée et porte en lui mêlées, croisées, les influences du passé, du milieu, de la race. A l'observateur de plonger dans ce microcosme et d'y jeter la sonde. Il ramènera une foule de constatations, il discernera des tendances saines, nobles, généreuses, des qualités natives, des aptitudes, des virtualités spéciales. A l'éducateur digne de ce nom de les éveiller, de les solliciter, de les stimuler, de les exalter, d'élever en un mot ce petit être selon son être, dans la ligne de son individualité et non pas, par un horrible contre-sens, à rebrousse-poil, dans le sens de ses propres aspirations et de ses facultés. Connaissiez-vous rien de plus stupide que la prétention de tant de parents de façonner leur progéniture à leur image et de lui tracer impérativement son avenir ?

Contrairement aux billes rousséistes, l'observateur sagace démêlera sans peine jusque chez les meilleurs et même les privilégiés des tendances désordonnées, excessives, vicieuses, funestes. A l'éducateur, de les combattre ? de les contrecarrer ? Mille fois non ! Mais de les faire combattre par l'effort personnel, par la conscience sagement dirigée, par la volonté habilement dressée.

Ici est la suprême difficulté et c'est sur ce point que doit se déployer tout l'art de l'éducation. C'est la plainte universelle et le gémissement d'une infinité de créatures humaines. Les volontés sont languies, anémiques, nous sommes des nonolents, des abouliques. Les hommes d'esprit et même de talent n'ont jamais manqué aux sociétés, elles périssent parce qu'il n'y a pas d'homme qui sache vouloir. Vouloir contre soi-même, contre les impulsions qui semblent irrésistibles de sa nature, contre le courant général des préjugés et des mœurs, contre l'entraînement impétueux des passions, c'est de l'héroïsme, et cet héroïsme est nécessaire.

Apprendre à vouloir, dès le bas âge, emmieller la coupe du sacrifice, induire l'enfant par toutes les industries d'un amour éclairé à faire spontanément quelque chose qui lui déplaît, à renoncer chaque jour spontanément à quelque satisfaction qui le tente : voilà la stratégie pédagogique, la seule qui donne la victoire, la seule que l'on ne pratique pas. Les uns lâchent la bride à l'enfant, à l'adolescent, s'amusement de ses travers, prennent plaisir à ses impertinences précoces et il en est même, comme le père de saint Augustin, qui sont fiers de ce qu'il promet au mal : « Ce sera un rude gaillard ! » Les autres, en petit nombre, s'insurgent violemment contre les passions naissantes, l'injure à la bouche, l'œil enflammé, le poing levé, armé parfois, ils préfèrent mater, étouffer, briser la nature qui se rebiffe et se cabre. Ils font tous fausse route.

Je les renvoie à M. Renault, qu'ils lisent et méditent ces chapitres médullaires : *Le goût du sacrifice, La bonne souffrance, Tendresse ou sévérité*. Ils apprendront de ce sage Mentor l'art de solliciter la volonté en graduant l'effort, cet art fait de patience, d'habileté, de clairvoyance réfléchie qui sait enguler les moineaux, embellir le renoncement, lui prêter les charmes de l'amour et les attraits du plaisir. Tout le succès de la vie, la destinée éternelle elle-même dépend de quelques oui et de quelques non, qui coûtent horriblement. Apprendre à les dire, c'est toute l'éducation. Travailler les âmes selon la méthode d'énergie salésienne que préconise M. Renault avec l'autorité du savoir et de l'expérience, c'est y jeter des semences d'héroïsme, et quoi qu'on prétende aujourd'hui, il n'y en a pas d'autre qui vaille.

Amère dérision que l'école du sport pour viriliser les adolescents et en faire des hommes ! Le *Paradis à l'ombre des épées*, de Henry de Montherlant, qui est en train de faire tourner les têtes, est une gageure effrontée contre le bon sens. L'éthique du stade, érigée en règle de vie universelle, est une pure absurdité. Le sport exige quelque vertu, sans doute, mais pour un but égoïste, étroit, temporaire, pour ne pas perdre la « forme » et, une fois ce but atteint, ou désormais impossible à atteindre, il n'a plus rien à dire. En a-t-on vu des sportifs faire merveille d'endurance et de bravoure dans le stade et, hors de là faire, figure de pauvres sires ! N'a-t-on pas vu, écrit le P. de Grandmaison, au cours de la guerre, maint athlète renommé se montrer peu difficile sur le courage, épris de sa forme jusqu'à lui sacrifier le devoir de servir ? L'idéal sportif, qui n'agit d'ailleurs que sur quelques hommes et pour peu de temps — les as sont fourbus et vidés à vingt-six ans —

est compatible avec toutes les bassesses du cœur et toutes les fourberies de l'esprit.

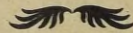
L'ouvrage de M. Renault, d'une lecture d'ailleurs très agréable, n'est pas un roman, mais il a un héros dont la figure douloureusement énergique illumine par deux chapitres le livre tout entier, je le signale en finis-sant : *Albert Froidevaux*.

Après une éducation chrétienne, Froidevaux, d'origine suisse, se lance dans le tourbillon du monde et s'éloigne de Dieu. Un jour, la souffrance vient le mordre pour ne plus le lâcher. Blessé, le 2 avril 1914, par un bambou plein de poison, cette piqûre d'apparence insignifiante fut le point de départ d'un long martyre. La plaie s'envenime, l'intoxication se généralise et quarante-sept fois — quarante sept — le malheureux s'étend sur la table d'opérations ; tour à tour, morceau à morceau, ses dix doigts, ses mains, ses avant-bras, ses orteils, ses pieds, ses jambes tombent sous le scalpel, et cette loque humaine, « cette machine à avoir mal », comme il s'appelle lui-même, loin de maudire la souffrance, en arrive à la bénir, parce qu'elle l'a ramené à la vie chrétienne et à Dieu.

« Expérience faite, dit-il, je pense que l'homme, pour donner quelque chose, devrait être malade six mois tous les deux ans... »

Je me hâte de noter que M. Renault est trop pondéré et trop sage pour faire sienne une sentence de ce gargarisme. Sa pédagogie s'appuie sur ce cas psychologique extrême uniquement pour démontrer jusqu'à quel point la foi, capable de transfigurer les tortures, possède la puissance de commander l'effort courageux du renoncement sans lequel il n'y a pas d'éducation.

J. SCHYRGENS.



FRANCE

L'autorité légitime

D'un article de Ch. Maurras, dans la REVUE UNIVERSELLE du 15 juin, intitulé : « De l'autorité légitime » :

Est-il un citoyen qui croie sincèrement n'obéir qu'à lui-même en obéissant à des lois confectionnées par le législateur quand il est électeur ? Demandons-le à ceux qui étaient de la minorité entre 1919 et 1924. Leur réponse n'est pas douteuse : Zut ! On croit cela quand on est de la majorité ! Seuls, les gens qui en profitent attachent au scrutin la signification morale et vénérande rêvée par les théoriciens de la démocratie : le succès des majorités est un phénomène de force qui n'inspire pas plus de respect ni d'estime que le succès d'une course ou d'un pari. Cela est si vrai que le vaincu n'adhère pas au vainqueur, comme il arriverait s'ils avaient en commun la foi au sens moral de leur débat légal et de la solution à la majorité. M. Painlevé disait le 4 juin à la Chambre : « Le suffrage universel est notre maître à tous. Quand il a fait entendre sa voix, chacun doit s'incliner devant son verdict ». C'est un fait que nul ne s'incline. On s'incline devant la force. Mais le vaincu hait le vainqueur à proportion de sa victoire et travaille à la tourner et à la fausser.

Le citoyen use du vote pour sa commodité du jour, par exemple contre les impôts lourds, contre la vie chère. Il n'use pas du vote pour assumer un fardeau public. Cette volonté populaire est tellement vidée de tout prestige humain, que personne ne songe à demander son nom aux individus, je ne dis pas un acte de dévouement mais une concession insignifiante. Quand il s'agit d'effort, on recourt à d'autres mobiles. Dans l'admirable mobilisation de 1914, personne n'est parti pour la guerre parce que la majorité y a consenti. Mais la majorité y a consenti pour les motifs les plus divers qui ont concouru le sol, le sang, la propriété, l'héritage, l'injustice de l'agression et de l'invasion, le rêve et l'espoir de mener la dernière des guerres, la plus l'anthropie universelle, même la fierté d'être en République : nulle par le sentiment concret de marcher à la mort parce qu'une majorité ou une loi en avaient ainsi décidé. Les électeurs de mai précédent s'étaient du reste décidés en sens contraire, pour le désarmement. La patrie est une idée-force. Des centaines de milliers d'hommes ont voulu mourir pour elle. Tout au contraire, ni l'on ne vit, ni l'on ne meurt pour le droit électif, s'il est vrai que l'on peut en vivre. Il ne dicte plus aucun sacrifice volontaire ; les partis de communisme et d'anarchie le répudient et lui préfèrent la force pure. S'il a jamais existé, l'impératif moral du vote est un monument ruiné. Beaucoup comprennent qu'on se trompait sur lui. Telle est l'opinion éclairée

en France. En Angleterre, elle se nuance d'un fort sentiment de loyalisme pour la Couronne et aussi de la conscience d'un état de civilisation matérielle, d'aisance économique très élevé : l'Angleterre s'est sacrifiée à cela. L'Italien y a mis plus de sévérité historique, moins de jurisme économique, démocratique et moral : ses révolutionnaires sont communistes, donc antidémocrates ; ses conservateurs nationalistes, plus antidémocrates encore, s'il se peut.

Ces états d'esprit nationaux ont fait pressentir quels ingrédients très modernes composent ce droit nouveau dont l'idée divine reste la forme et dont la matière s'allège de la superstition des majorités. Cette tendance générale ne paraît pas autoriser l'inquiétude de M. Ferrero et de ses disciples quand ils demandent : « Qu'est-ce qui va justifier le pouvoir, la loi et l'Etat ? Qu'est-ce qui fera dire aux peuples formalistes qu'il satisfait la justice, la raison, la nature, à tous les peuples, indifféremment, qu'il est bon ? A quoi se reconnaîtra le bien-fondé de la contrainte de la loi, qu'est-ce qui recommandera ce commandement comme bon ? »

Réponse : ce qui l'a justifié et recommandé en tout temps.

Le gouvernement légitime, le bon gouvernement, c'est celui qui fait ce qu'il a à faire, celui qui le fait bien, celui qui réussit l'œuvre du bien public. Sa légitimité se vérifie à son utilité. On calcule qu'il servira quand ses moyens d'action apparaissent, par leur force et par leur structure, appropriés et proportionnés à l'objet. Le pouvoir juste naît pour procurer aux hommes ce qu'il leur faut quand ils sont réunis en communauté ; sa présence se déceale à ce qu'il fait. Il est là quand ce bien nécessaire est là. L'absence de ce bien révèle l'absence de ce pouvoir, qu'il ait été aboli, ou détourné, ou perverti. La mal-faisance d'un pouvoir est la signification et l'aveu de sa mauvaise nature ou de sa mauvaise structure. Elle prouve qu'il est inapte à faire ce pour quoi il est fait.

Naturellement, on n'ira pas discuter du bien et du mal des nations comme du bien et du mal des personnes. Les personnes disposent d'une moyenne de vie de trente-cinq ans ; les nations, qui comptent les années de leur vie par génération, sont des espèces d'immortelles. Bien public, mal public, s'entendent de bien qui dure, de mal qui se prolonge. Il faut aussi compter le degré du bienfait procuré ou des dégâts causés. Chaque point de l'échelle comporte des possibilités de doute, de débat que le barreau voisin élève ou diminue. Mais il est un degré auquel la discussion s'arrête. C'est le point de critère au-dessous duquel on ne peut plus douter. Il a nom le salut public. Un pouvoir qui n'y suffit pas est un pouvoir que son incapacité destitue. Un pouvoir qui assure la défense de la société et de l'Etat acquiert un titre incontestable à la durée. Un titre, sans plus, mais qui compte. Cette majesté du salut de la nation et de la patrie suffit à créer une discipline qui a été vue à l'origine de gouvernements de passage et de gouvernements séculaires.

Bien public. Mal public. Parce que les Carolingiens n'assuraient pas la sûreté du territoire et des populations contre Bulgares et Normands, ils cédèrent la place à nos Capétiens. Parce que les Capétiens protégeaient efficacement, l'unction du sacre est logiquement venue sur leur front. Si la démocratie eût donné les principaux de ces biens, elle aurait mérité même consécration. Ses mécomptes, aggravés par le souvenir de fastueuses promesses, portent tous sur des points vitaux ; ils manifestent sa destination rationnelle. La qualité de génératrice de mal public est un brevet d'illégitimité auquel nul vote populaire ne peut remédier ; sa condamnation sort des faits ; transcrite un jour ou l'autre par les hommes de loi, d'ores et déjà elle fait passer l'appareil et le vocabulaire du droit du côté de ceux qui défendent les causes de la vie des peuples contre les causes de leur mort. Que les majorités crient comme elles l'ont crié tant de fois : *Vive ma mort et meure ma vie*, leurs paroles légères ne changent rien aux réalités qui élaborent le droit. Ne fût-on que cent, ou que dix, fût-on seul, il faut prendre parti pour l'antidote contre le poison, ce poison fût-il porté sur l'herbe ou la fleur la plus agréable du monde, comme on imaginait il y a soixante ans. Le gouvernement légitime est le gouvernement qui nous sauve ; l'usurpateur illégitime, le gouvernement qui nous perd.

Prévenons un malentendu en évitant de laisser croire que nous songions le moins du monde à persuader des hommes de se gouverner par la vue de leur utilité supérieure. Notre analyse ne tend point à cette chimère. Il ne s'agit pas de susciter des actes humains, mais de justifier une loi qui les régle.

Si nous avions cru à la force de la raison pure, nous n'aurions pas décrit l'opération par laquelle le pouvoir de fait devient un pouvoir de droit : ce Droit, plus encore que rationnel, est moral, religieux, objet de sentiment et objet de foi. C'est de l'évocation religieuse et

morale que la règle utile à l'Etat et à la société reçoit cette énergie qui manque à la sèche raison. Ainsi ou à peu près ainsi, le mariage, institution d'utilité ou de convenance sociale, tire son efficace impérative du sacrement qui engage la conscience, du serment qui engage le cœur ; justifié par les besoins vitaux de la nature et de l'espèce, expliqué par eux, reposant sur eux en dernier ressort, le mariage vaut et agit par la loi supérieure qui lui confère le caractère obligatoire et la dignité sanction d'une loi plus qu'humaine. Un certain gouvernement est nécessaire à un peuple. Son bon gouvernement est celui qui est en état de faire face à son genre de nécessités. La preuve faite, preuve rationnelle ou expérimentale, que ce régime correspond à cette fonction lui mérite le sceau religieux et le signe moral qui décident les âmes en faveur de la légitimité consacrée.

Causes de l'inaptitude bourgeoise en ce qui touche le bien public

De Georges Valois, dans l'ACTION FRANÇAISE :

... Le vrai c'est que, par position et par fonction, le bourgeois ne peut pas s'occuper des affaires de l'Etat ni même de beaucoup d'affaires d'intérêt général. En ce qui me concerne, j'ai fait sur ce point une erreur d'importance que je confesse humblement.

Après la guerre, ayant décidé de travailler à la réorganisation économique du pays, non pour enrichir telle ou telle classe, mais parce que j'avais vu, de mes yeux, l'extraordinaire faiblesse militaire engendrée par l'individualisme économique, je conçus qu'il était possible de coordonner les différents efforts des différentes corporations en fonction de l'intérêt national et, dans chaque corporation, les efforts des chefs d'entreprise en fonction de l'intérêt corporatif. Théoriquement, c'est très simple : vous vous adressez au patriotisme des intéressés et vous leur tenez le discours qui convient. Or, pratiquement, cette méthode ne rend à peu près rien.

Les bourgeois vous écoutent avec beaucoup d'intérêt, et vous répondent que ce sera parfait pour la corporation à laquelle ils n'appartiennent pas, et que, pour la nation, c'est inapplicable à cause du caractère individualiste du Français. Lorsque vous essayez d'agir dans une corporation déterminée, vous vous heurtez à une indifférence prodigieuse. Vous défendez les intérêts de tout un groupe : vous arrivez péniblement à mobiliser cinq pour cent des intéressés, et à entraîner à l'action un pour cent du groupe. Et c'est beaucoup. Ceci quand il s'agit des intérêts généraux corporatifs ; quand il s'agit des intérêts nationaux, le pourcentage touche à un chiffre infime.

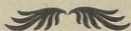
Lorsque vous avez fait cette constatation, selon votre tempérament, ou vous vous indignez, ou vous vous découragez, ou vous cherchez le moyen de réussir. Se décourager est indigne d'un homme ; s'indigner est tout à fait inutile : il vaut mieux chercher le moyen de réussir. Alors, vous faites quelques constatations intéressantes : par exemple, vous découvrez que le bourgeois qui, lui, proteste violemment à sa table familiale et dans son salon contre le communisme et toutes les formes de la révolution, n'hésite pas à traiter avec les communistes s'il a besoin de quelques équipes supplémentaires pour exécuter une forte commande que laisse tomber son concurrent qui a des difficultés avec les mêmes communistes. Vous constatez que le même bourgeois qui, en d'autres temps, discutera sans faiblir pour une augmentation de quelques centimes, se laisse dévouiller par quelque banque, et se laisse ruiner par l'Etat qui fabrique de la fausse monnaie. Dites-lui qu'il trahit les intérêts de son groupe, les siens propres, qu'il devrait être intransigent devant la révolution et qu'il devrait réagir contre la finance et contre l'Etat, vous lirez l'effroi dans un œil qui s'arrondira, et vous l'entendrez enfin répondre que « c'est l'affaire du gouvernement ».

C'est à ce moment précis que vous aurez soin de réprimer tout mouvement d'indignation. Vous vous rendez compte que l'attitude de ce bourgeois ne peut être autre que ce qu'elle est. Ce n'est pas le bourgeois qui est en faute : c'est vous. Vous demandez au bourgeois un effort pour lequel il n'est pas fait, et que sa fonction l'empêche d'accomplir. Il a parfaitement raison de vous dire que ce sont là affaires de gouvernement, ce qui veut dire que *les affaires de l'Etat ne sont pas les siennes*.

Voulez-vous examiner sa condition ? Voilà un homme à qui vous demandez d'être le grand épargnant du pays, de gérer ses affaires avec ordre et économie. Il ne remplira bien sa fonction que s'il s'y

consacre entièrement, de l'instant où il ouvre l'œil sur le monde, à la première heure du matin, jusqu'à l'instant où il le ferme pour voir, dans ses rêves, les chiffres de sa comptabilité. La direction d'une entreprise, cela exige du bourgeois une attention constante à l'exclusion de toute attention accordée au bien public, corporatif ou national. Le bourgeois consentira à donner de temps à autre un peu d'attention et d'argent aux intérêts qui dépassent ses intérêts immédiats. Mais son temps, ses efforts, sa passion profonde, il les réserve à sa maison. Il n'en peut être autrement, et c'est au reste la condition de la prospérité générale. Mais allez donc fonder un mouvement politique sur de pareilles dispositions, qui sont excellentes lorsque l'Etat est solide, mais de nul secours quand il chancelle !

Je tire ceci d'une expérience personnelle qui date d'une dizaine d'années : dans ce monde bourgeois, il y a, pour toute la France, quelques centaines d'hommes qui sont capables de concevoir les intérêts généraux et de s'y dévouer. Vous voulez les tenir pour des expressions de la bourgeoisie ? Quelle erreur ! Ce sont des hommes qui sont sortis de la bourgeoisie, qui sont plus patriotes que bourgeois, qui sont en quelque sorte des chefs nationaux. Et soyez sûrs qu'ils sont regardés par les bourgeois comme des hommes un peu fous, qui sacrifient leurs affaires aux affaires publiques. Mais c'est avec ces hommes qu'il est possible de faire œuvre nationale. Il faut les rassembler. Mais il faut aller les chercher où ils sont : ne croyez pas que vous les trouverez uniquement parmi les bourgeois étiquetés conservateurs ; vous les trouverez partout, aussi bien chez les républicains que chez les royalistes ; vous en trouverez chez les radicaux, et même chez les socialistes. Si ces hommes se combattent politiquement, c'est parce qu'ils vivent dans une commune erreur sur leur véritable condition. Faites-leur apparaître leurs traits communs, ils se reconnaîtront et ils s'associeront. Il s'agit de trouver les formules qui leur permettront de travailler de concert.



GEORGIE

La Géorgie, pays « petit par l'étendue mais fort par sa volonté et doué de capacités créatrices », pour employer les termes de la lettre du Patriarche de Géorgie, Ambroise, à la Conférence de Gênes, compte deux mille ans et plus d'histoire. Son premier roi chrétien fut Mirhan ou Mirian (265-342), sous le règne duquel Sainte Nina opéra la conversion de la Géorgie. Un de ses successeurs, Vakhtang surnommé Gurgaslan (446-490), établit un patriarcat à Mtskhet, ville d'antiquité fort respectable, puisque, d'après la légende, elle fut fondée par Mtskhetos, fils de Karthlos, deuxième fils de Togarmah (Thargamos), fils de Gomer, fils de Japhet (Genèse, X, 3).

Toute l'histoire de la Géorgie est une lutte incessante contre l'envahisseur étranger, notamment les Persans et les Turcs. Aussi vers la fin du XVIII^e siècle ce pays, fatigué, se jeta-t-il dans les bras de sa puissante voisine du Nord : la Russie orthodoxe.

Le roi de Géorgie, Héraclius II (Irakly, Erclé), se déclarait vassal de la Russie en 1783 ; pressé par le schah de Perse, il renouvelait son appel en 1795. Son fils George XIII renonçait officiellement à sa couronne en 1799.

Une des conséquences de l'absorption de la Géorgie par l'Empire moscovite, fut la suppression du vieil et vénérable patriarcat géorgien, lequel, nous l'avons vu, datait du VI^e siècle. Il ne renauquit que cent et quelques années plus tard, avec la Révolution russe.

A la date du 25 mars 1917, l'Église de Géorgie proclamait son « autocéphalie » par « l'acte de Mtskhet ». En septembre 1917 se rassemblait, après 153 ans d'intervalle, un Concile de l'Église géorgienne, lequel rétablit le patriarcat, dont le titulaire actuel est S. S. Ambroise (Bessarion Khelaïa, né en 1863), ancien métropolitain d'Abkhazie (1919), ancien métropolitain de Tchkhondidi (1917), naguère archimandrite russe et prieur du monastère de la Transfiguration du Sauveur à Staraf-Roussa (province de Novgorod), où le Saint-Synode russe l'avait relégué en 1908, pour le punir de ses tendances « autocéphalistes ».

Archéologue et paléographe des plus distingués (on doit à sa plume une série de traités très appréciés par le monde savant sur les anciens couvents et les anciennes églises de Géorgie), Mgr Ambroise avait, étant métropolitain d'Abkhazie, puissamment contribué à apaiser des dissentiments d'ordre religieux qui s'étaient élevés entre orthodoxes géorgiens et orthodoxes russes. L'invasion communiste de 1921 le surprit à Soukhoum, à son poste.

On sait qu'après environ trois ans d'existence indépendante, la Géorgie a été, en février 1921, reconquise par l'armée rouge, laquelle mit promptement fin aux jours de ce gouvernement social-démocrate « menchéviste », dont Karl Kautsky et d'autres dignitaires socialistes de marque de l'Europe Occidentale étaient venus admirer l'activité quelques mois auparavant.

Dès ses débuts, le régime bolchéviste en Géorgie, encore qu'il se parât d'une étiquette nationale, se montra violemment hostile à la religion et à l'Église. Aussi le patriarche crut-il de son devoir d'en appeler contre les représentants des Soviets et leurs procédés trop souvent révoltants au jugement de « l'Humanité civilisée représentée à la Conférence de Gênes ». Dans cet appel (7 février 1922) il disait : « On enlève à la nation le patrimoine fécondé par le sang et par les os de nos aïeux, en le partageant entre les envahisseurs étrangers. Ce sont ces mêmes envahisseurs qui arrachent au peuple les moyens d'existence qu'il avait acquis au prix de sa sueur, de son sang, en les expédiant à l'étranger avec une vitesse inconcevable ; on enlève au peuple et on profane sa langue maternelle, on foule aux pieds sa culture nationale créée par ses aïeux ; enfin on souille tout ce que la nation a de plus sacré : sa foi ; et, en se d'apant dans l'étendard de la liberté de conscience, on ne lui permet même pas de satisfaire librement à son sentiment religieux. Son clergé est outrageusement persécuté, son Église qui, depuis des siècles, constituait la force principale de la grandeur et de la puissance de l'Etat national géorgien, est aujourd'hui privée de tous ses droits, à un tel point qu'elle ne possède même pas la possibilité de se procurer par son travail, son application et ses attitudes, des moyens permanents d'existence. »

D'un autre document semi-officiel que nous avons sous les yeux, nous extrayons les faits suivants relatifs aux mauvais traitements subis par une des plus anciennes et des plus vénérables Églises de la Chrétienté :

Le Gouvernement des Soviets a enlevé au clergé géorgien jusqu'à 1.500 églises qu'il a livrées aux communistes, lesquels les ont transformées en lieux de plaisir, clubs, salles de gymnastique, etc. Parmi ces églises figurent la cathédrale militaire de St-George à Tiflis et l'église du palais du Catholico (Patriarche).

Le très ancien couvent de femmes de Bobdi, où reposaient les reliques de Ste Nina, a été fermé, et des organisations du parti communiste y ont été installées. Le même sort a été réservé au monastère de Motsa-Méthi ; les reliques des SS. David et Constantin, qui y reposaient, en ont été enlevées et portées en procession sacrilège à travers les rues de Koutaïs.

Le fameux monastère de Gelathi, où, en 1921, un Concile avait élu Mgr Ambroise patriarche-catholico, a été également fermé.

L'Église de Géorgie a été dépourvue de toutes ses richesses mobilières et immobilières, comme des écoles et autres institutions. « Aujourd'hui il n'existe plus dans toute la Géorgie une seule école où l'on puisse dire un mot sur Dieu et sur la morale religieuse ».

Brochant sur le tout est venu un récent procès intenté au patriarche Ambroise, au métropolitain Nazaire de Koutaïs et à d'autres personnalités ecclésiastiques. Le patriarche avait été enfermé dans la forteresse de Métékh dès novembre dernier. Il vient d'être condamné à neuf ans de prison pour crime de contre-révolution, dont il s'est rendu coupable en adressant à la Conférence de Gênes son éloquent appel. Des peines sévères frappent aussi ses coaccusés.

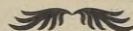
Devant ses juges le Patriarche a eu une attitude très digne et très ferme. La phrase suivante qu'il a prononcée a fait le tour de la Géorgie. Menacé de répressions sévères par le président de la Tchê-ha de Métékh, le prélat répondit calmement : « Mon âme est au Très-Haut, mon cœur à mon peuple ; quant à mon corps périssable, vous pouvez en disposer à votre guise ».

Est-ce une illusion ? mais je crois avoir déjà entendu ces belles paroles. N'auraient-elles pas été prononcées il y a près de deux ans, dans des circonstances identiques, mais plus tragiques encore, par Mgr Benjamin, métropolitain de Petrograd, mort pieusement et courageusement sous les balles des tortionnaires démocratico-soviétiques ?

Quoi d'étonnant, du reste, à pareille similitude ?

Si ces lignes tombaient sous les yeux de quelque ressortissant du beau, noble et courageux pays de Géorgie, nous le prions de croire aux sentiments de profonde sympathie que nous inspirent les souffrances de son antique Église.

Comte PEROVSKY.





EAU DE COLOGNE
IMPERIALE
*Rafraichit comme une source
 aux parfums de fleurs*
 PARFUMERIE - BOLDOOT - BRUXELLES.

MARCHAND TAILLEUR

COSTUMES

DE

MAISON

SOIRÉES

ET DE

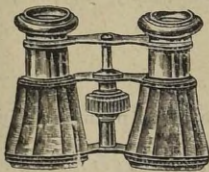
L. DUPAIX

CÉRÉMONIES

50, rue du Marais, Bruxelles

Maison du Lynx

rue de la
 Beur, 34 BRUXELLES



Lunetterie — Optique — Jumelles
 Baromètres — Faces à main
 Articles de Luxe et ordinaires

Exécution soignée des ordonnances
 de Messieurs les Médecins-Oculistes

CHAUSSURES

GRAND CHOIX — GARANTIES SUR FACTURE

Meilleures marques d'Iseghem



MAISON H. BOURDOUX

68, rue du Brabant, 68

BRUXELLES-NORD

LA PARTIE DE TENNIS CHEZ VOUS ?

“ **TAB-TEN** ”

VÉRITABLE JEU DE TENNIS EN MINIATURE

POUR LES FAMILLES, ECOLES,
 INSTITUTIONS, CLUBS, ETC.

S'INSTALLE EN PLEIN AIR OU A L'INTÉRIEUR

JEU COMPLET AVEC ACCESSOIRES FRS 480

PROSPECTUS & RENSEIGNEMENTS CHEZ :

W. H. SMITH & SON

ENGLISCH BOOKSHOP

78, MARCHÉ-AUX-HERBES, BRUXELLES

TÉL. : 262.83

ORFÈVRERIE

CHRISTOFLE

SUCCURSALE DE BRUXELLES

58, rue des Colonies

TÉLÉPHONE 177.87



ORFÈVRERIE ARGENTÉE ET
 DORÉE — ORFÈVRERIE D'AR-
 GENT — SERVICES DE TABLE
 — SERVICES A THÉ —
 — SURTOUT CANDÉLABRES —
 CADEAUX ET CORBEILLES
 DE MARIAGE
 — COUPES DE SPORTS —



MEMORIAL JUBILAIRE

DE

Son Éminence le Cardinal MERCIER

ARCHEVÊQUE DE MALINES et PRIMAT DE BELGIQUE

1874-1924

Publié sous la direction du Baron Eugène de Waha de Baillonville, avec la collaboration de la "Revue catholique des idées et des faits", la direction artistique de M^r A. J. J. Delen, conservateur-adjoint du Musée Plantin-Moretus, professeur d'histoire de l'art à l'Académie des Beaux-Arts d'Anvers

SOMMAIRE

1. — Biographie du Cardinal
(Illustrée de nombreux portraits hors texte de Son Éminence aux différentes époques de sa vie).
2. — Son Eminence dans l'intimité
(Illustré de vues superbes et inédites du palais archi-épiscopal).
3. — Le Cardinal et la grande guerre
(Illustrations caractéristiques de cette tragique période).
4. — La Belgique ecclésiastique sous l'autorité de Son Eminence ;
 - a) Les Evêques et les Evêchés ;
 - b) Les Cathédrales *(vues extérieures et intérieures)*.
 - c) Reproduction hors texte des œuvres capitales de l'art religieux national faisant partie de notre patrimoine artistique.
5. — Notice biographique des Papes sous lesquels Son Eminence a exercé son mandat sacerdotal (Portraits).
Le Vatican. — Reproduction d'art des vues historiques : Les jardins, la Chapelle Sixtine, la Bibliothèque, etc..
6. — Hommage à Son Eminence
Lettres autographes des plus hautes personnalités mondiales avec portraits des auteurs, et reproduction des plus remarquables articles publiés à l'occasion du jubilé.
7. — Le jubilé — Compte rendu.
(Illustration des principales phases du jubilé).
Hors texte. — Le portrait en couleurs de Son Eminence
(Textes par d'éminentes personnalités ecclésiastiques, politiques et littéraires).

Description des éditions du Mémorial Jubilaire

ÉDITION DE LUXE

Le MÉMORIAL JUBILAIRE de S. É. le Cardinal Mercier formera un grand volume d'art in-quarto (26 1/2 × 32 cm.) sur papier anglais « Featherweight » pour le texte, sur couché mat crème pour l'illustration.

L'ouvrage constituera un ensemble d'environ deux cents pages, avec de nombreuses et magnifiques planches hors texte ayant trait à la vie et l'œuvre de S. É. le Cardinal Mercier, aux églises de Belgique et à leurs trésors d'art, au Vatican, etc. etc.. Le texte en caractères monastiques, orné de lettrines et de culs-de-lampe originaux et spécialement gravés pour le Mémorial, sera imprimé en deux couleurs.

L'ouvrage sera broché ou relié au choix du souscripteur : broché en carton de Hollande (Van Gelder à la main) ou relié en pleine reliure simili maroquin, feuilles de garde spéciales, impression au balancier à froid et en or, portant l'écu du Cardinal.

Prix : frs. 95.— par exemplaire broché et frs. 125.— l'exemplaire relié.

ÉDITION DE GRAND LUXE

Il sera tiré du Mémorial un nombre restreint d'exemplaires numérotés sur papier de Hollande Van Gelder, filigrané et à la main, et sur carton couché de grand luxe. Reliure d'amateur chagrin et toile, fers spéciaux.

Prix de l'exemplaire : 300.— frs.

ÉDITION NOMINATIVE

Edition sur papier du Japon des Manufactures Impériales (texte et planches), reliure d'art à la main en plein maroquin du Levant et impression en mosaïque.

Édition dont chaque exemplaire sera tiré spécialement pour chaque souscripteur et qui portera son nom en préface et isolément.

Prix de l'exemplaire : 750.— frs.

Comme le nombre d'exemplaires du MÉMORIAL sera strictement limité à celui des souscripteurs, prière d'envoyer les souscriptions sans retard à la REVUE CATHOLIQUE DES IDÉES ET DES FAITS, 81, rue de l'Abbaye, Bruxelles.

Caisse générale de Reports et de Dépôts

SOCIÉTÉ ANONYME

SIÈGE SOCIAL :

BRUXELLES, 11, RUE DES COLONIES, 11

Capital : 20.000.000

Réserves : 22.000.000

TOUTES OPÉRATIONS DE BANQUE :

Comptes de Chèques et de Quinzaine.

Dépôts de Titres et de Valeurs.

Lettres de Crédit.

Prêts sur Titres.

Coffres-Forts.

BUREAUX DE QUARTIER :

Bureau A : Place Bara 14, Cureghem

Bureau B : Parvis Saint-Gilles, 33, Saint-Gilles

Bureau C : Place Saintelette, 26, Molenbeek

Bureau D : Rue de Tongres, 60-62.



Action catholique

79, Chaussée de Haecht, 79, Bruxelles

*Se recommande spécialement pour l'édition de tout ouvrage
Religieux, Philosophique, Scientifique, etc.*



TÉLÉPHONE:
BRUX. 8586

6 R. Thérésienne
BRUXELLES

N. B. — Le nouveau numéro
du Téléphone est : 122,51

Etablissement Mauquoy & Fils

Graveurs — Médailleurs — Photgraveurs — Timbreurs

7, Marché St-Jacques, ANVERS

MAISON FONDÉE EN 1875

Tél. 6242

A la Grande Fabrique

E. Esders

26, rue de la Vierge Noire, 26

Bruxelles

Maison fondée en 1877

Téléphone 3008

Diplôme d'honneur à l'Exposition de Bruxelles en 1910

Vêtements pour hommes, dames et enfants

Livrées et uniformes. Vêtements de sports et voyages.
Lingerie. Bonnetterie. Chapellerie. Ganterie. Chaussures.
Cannes. Parapluies. Fourrures. Modes.



MAISON PERSANE
G. CARAKÉHIAN
TAPIS D'ORIENT
Téléphone 22 Place Sainte-Gudule 22
B. 104.20 BRUXELLES

Simonet Deanscutter
Bijouterie Orfèvrerie Horlogerie

GRANDS PRIX
Londres 1905
Bruxelles 1910
Paris 1913

72 Rue Coudenberg
Mise de la Cour
Bruxelles

CHOCOLAT**DU C'ANVERS**LA GRANDE
MARQUE BELGE

La Voix de son Maître

La marque qui se trouve sur tous nos Gramophones et Disques

C'est le symbole de la suprématie

Demandez nos Catalogues et l'adresse du revendeur le plus proche

C^{ie} française du Gramophone
BRUXELLES
171, Boul. Maurice Lemonnier
65, rue de l'Écuyer
42, Place de Meir. — Anvers

VAN CAMPENHOUT Frères et Sœur

MAISON FONDÉE EN 1873

-: **François VAN NES** Successeur :-

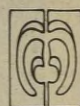
13, RUE DE LA COLLINE, BRUXELLES Tél. : 227.64

TYPOGRAPHIE — LITHOGRAPHIE — PAPETERIE — MAROQUINERIE
FABRIQUE DE REGISTRES — COPIE-LETTRES
CHAPELETS — ARTICLES DE BUREAU — LIVRES DE PRIÈRES

Usine électrique : 36, RUE VANDERSTRAETEN

*Moins que***10**
CENTIMES*par*
Semaine**"NUGGET"**
POLISH POUR CHAUSSURES

LA MAISON DU TAPIS

**BENEZRA**

Rue de l'Écuyer, 41-43, BRUXELLES

TÉLÉPHONE 271.15



TAPIS D'ORIENT, anciens et modernes. MOQUETTES UNIES tous les tons.
TAPIS D'ESCALIERS et D'APPARTEMENTS (divers dessins et toutes largeurs).
CARPETTES DES FLANDRES et autres (imitation parfaite de l'Orient).
: : : : TAPIS D'AVIGNON unis et à dessins. : : : :

Les prix défont à qualité égale toute concurrence

ATELIER SPÉCIAL POUR LA RÉPARATION DES TAPIS